

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS	i
LISTE DES TABLEAUX ET DES GRAPHIQUES	ii
LISTES DES ANNEXES	iii
SIGLES ET ABREVIATIONS	iv
INTRODUCTION	1
PARTIE I : CONCEPTS ET DEBATS THEORIQUES SUR LES LIENS ENTRE CROISSANCE ECONOMIQUE, CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE ET LA PAUVRETE	4
PARTIE I : CONCEPTS ET DEBATS THEORIQUES SUR LE LIEN ENTRE LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE ET SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE ET PAUVRETE	5
Chapitre I : DEFINITIONS DE QUELQUES CONCEPTS	5
I CONCEPTS SUR LA DEMOGRAPHIE.....	5
I.1 Transition démographique	5
I.2 L'exode rural :	7
I.3 Le taux démographique et la croissance démographique :	7
I.3.1 La croissance démographique :	8
I.3.2 Le taux d'accroissement naturel :	8
II NOTIONS AUTOUR DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE.....	9
II.1 Développement économique.....	9
II.2 Croissance économique.....	10
II.2.1 Définition	10
II.2.2 Les différentes stratégies de croissance.....	11
II.2.2.1 La stratégie de croissance équilibré	11
II.2.2.1.1 Le modèle de HARROD-DOMAR.....	11
II.2.2.1.2 Le modèle de néoclassique (SOLOW) :	13
II.2.2.2 La stratégie de croissance optimale	15
II.3 Pauvreté	16
II.3.1 Mesures de la pauvreté :	16
II.3.1.1 La phase d'identification :	16
II.3.1.1.1 L'approche absolue :	16
II.3.1.1.2 L'approche relative :	17
II.3.1.1.3 L'approche de capacité de SEN :	17
II.3.1.1.4 L'approche subjective.....	18
II.3.1.2 La phase d'agrégation :	18

II.3.2 Les indices de la pauvreté :	19
II.3.2.1 Indicateur au seuil de pauvreté relative :.....	19
II.3.2.2 La ligne de pauvreté de LEYDEN :.....	19
II.3.2.3 Head Count Ratio et l'Income Gap Ratio.....	19
II.3.3 Spirale pauvreté, population et démographie	20
II.3.4 Elargissement du concept de la pauvreté :	21
Chapitre II : DEBATS THEORIQUES SUR LE LIEN ENTRE CROISSANCE ECONOMIQUE ET CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE.....	23
I LA DEMOGRAPHIE : BLOCAGE DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE	23
I.1 La thèse malthusienne de la population	23
I.2 Le néo-malthusianisme et le prolongement de Malthus	26
II LA DEMOGRAPHIE : FACTEUR DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE	28
II.1 Le populationniste :.....	28
II.2 La théorie de l'optimum de population	29
III UNE VALORISATION DU CAPITAL HUMAIN ?	31
PARTIE II : ETAT DE LA SITUATION A MADAGASCAR.....	35
PARTIE II : ETAT DE LA SITUATION A MADAGASCAR.....	36
Chapitre III : CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE ET LES FACTEURS SOCIO-DEMOGRAPHIQUES DE LA PAUVRETE.....	36
I LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE.....	36
I.1 L'espérance de vie à la naissance	37
I.2 Le taux de mortalité et le taux de natalité	38
I.3 Evolution du nombre de la population depuis l'année 1960	39
I.4 Population et pauvreté à Madagascar	42
II LES FACTEURS SOCIO-DEMOGRAPHIQUES DE LA PAUVRETE	44
II.1 L'éducation primaire à Madagascar	44
II.2 L'enseignement supérieur et la recherche scientifique	48
II.3 Population et Accès au système sanitaire à Madagascar.....	49
II.4 Population et emploi à Madagascar.....	51
Chapitre IV : LA PAUVRETE SELON LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE ET LA CROISSANCE DE LA PRODUCTION RIZICOLE	54
I LA PRODUCTION RIZICOLE ET LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE	54
I.1 Evolution de la production rizicole.....	55
I.2 Les atouts et la contrainte de cette filière	57
I.2.1 Les atouts de la filière.....	57

I.2.2 Les contraintes de la filière.....	57
I.3 Le rendement rizicole à Madagascar.....	58
I.4 L'évolution de la consommation du riz à Madagascar	59
I.5 L'évolution du prix du riz à Madagascar.....	61
I.6 La pauvreté alimentaire et la forte croissance démographique	62
I.7 Etude économétrique.....	65
II LES POLITIQUES DE REEQUILIBRAGE	68
II.1 Accroître la production nationale	68
II.1.1 La Stratégie Nationale du Développement Rizicole	68
II.1.1.1 Les objectifs visés de la SNDR.....	68
II.1.1.2 Les stratégies par sous-secteur	71
II.1.1.2.1 Les semences.....	71
II.1.1.2.2 Les Engrais	71
II.1.1.2.3 L'irrigation	72
II.1.1.2.4 La Mécanisation.....	73
II.1.1.2.5 Le financement rural	74
II.1.2 Trouver des céréales substituants du riz.....	75
II.1.2.1 Les raisons en faveur	75
II.1.2.2 Les céréales substituts du riz.....	76
II.2 Améliorer le niveau de vie de la population	77
II.2.1 La politique nationale de la population de 1990-2001	78
II.2.2 La politique nationale de la population depuis 2002	79
CONCLUSION	81
BIBLIOGRAPHIES.....	83
ANNEXES.....	I

REMERCIEMENTS

Nous ne saurions commencer cet ouvrage sans rendre grâce au « Seigneur tout puissant », pour l’amour sans égal dont Il a témoigné depuis toujours.

Nous voudrions ensuite, exprimer notre respectueuse gratitude à :

- *Monsieur le Doyen de la Faculté DEGS,*
- *Monsieur FANJAVA Refeno, Chef du Département Economie,*
- *Monsieur ANDRIAMALALA Mamisoa Fredy, Enseignant au sein du Département Economie, notre encadreur pédagogique qui, dérangé à tout moment, n’a pas ménagé ni sa peine, ni son temps pour nous conseiller, nous enseigner et nous guider tant dans l’élaboration que dans la finalisation de ce mémoire. Nous tenons aussi à lui exprimer notre profonde reconnaissance.*
- *A tous les enseignants et personnels administratifs au sein du département Economie,*

Nous tenons également à adresser notre chaleureuse reconnaissance à nos amis ainsi qu’à tous ceux qui, directement ou indirectement, ont participé à ce mémoire.

Enfin, nous réservons une pensée toute particulière à nos parents et familles pour leur soutien matériel, financier, affectif et moral. Qu’ils trouvent ici notre profonde gratitude.

Mes sincères remerciements !

LISTE DES TABLEAUX ET DES GRAPHIQUES

LISTE DES TABLEAUX

<i>Tableau 1 : Espérance de vie à la naissance pour Madagascar depuis 2000</i>	37
<i>Tableau 2 : Evolution du TBS des collèges.....</i>	47
<i>Tableau 3 : Evolution des effectifs des étudiants pour 100 000 habitants de 2007/2008</i>	48
<i>Tableau 5 : Superficie, rendement et production rizicole en 2008 et les objectifs visés en 2018</i>	70
<i>Tableau 6 : Objectifs à atteindre pour le développement de l'irrigation.....</i>	73
<i>Tableau 7: les objectifs à atteindre pour le développement de la mécanisation.....</i>	74
<i>Tableau 8: Superficies économiques, production, rendement, et revenu agricole par ménage pour quelques produits substitution du riz.....</i>	76

LISTE DES GRAPHIQUES

<i>figure1 : Représentation de la transition démographique</i>	6
<i>Figure 2: cercle vicieux de la pauvreté.....</i>	21
<i>Figure 3: Détermination de la population et du salaire d'équilibre</i>	24
<i>Figure 4 : Taux de natalité et taux de mortalité depuis 2000</i>	38
<i>Figure 5: Evolution du nombre de la population malgache depuis 1960.....</i>	40
<i>Figure 6 : Pyramide des âges de Madagascar en 2013.....</i>	41
<i>Figure 7 : Ratio de pauvreté à Madagascar</i>	43
<i>Figure 8 : évolution du taux de scolarisation depuis 1997 en 2006</i>	45
<i>Figure 9: Evolution du taux de préscolarisation à Madagascar</i>	46
<i>Figure 10 : Evolution de la proportion du nombre de Paramédical et de Médecin par habitants au niveau des Formations Sanitaires Publiques</i>	50
<i>Figure 11: taux d'activité en 2010 pour les 22 régions.</i>	52
<i>Figure12: évolution de la production rizicole de Madagascar depuis 1960</i>	55
<i>Figure 13: Pourcentage des personnes vivant en insécurité alimentaire.</i>	63

LISTES DES ANNEXES

Annexe 1 : les variétés de riz suivant les zones à Madagascar	I
Annexe 2 : Principales sources des nourritures à Madagascar	I
Annexe 3 : Production de riz (paddy) entre 2012-2013	II

SIGLES ET ABREVIATIONS

CSB: Centre de Santé de Base

EDS : Etude sur Développement Sanitaire

ENSO MD: Enquête Nationale sur le Suivi des Objectifs Millénaire du Développement

EPM: Enquête Périodique auprès des Ménages

FAO: Food and Agriculture Organization

HCR: Head Count Ratio

IDH : Indice de Développement Humain

IGR: Income Gap Ratio

INSTAT : Institut National de la STATistique

MAEP: Ministère de l'Agriculture, l'Elevage et des Pêches

MAP : Madagascar Action Plan

MEI: Ministère de l'Economie et de l'Industrie

MFB: Ministère des Finances et du Budget

OMD: Objectifs Millénaire de Développement

OMS: Organisation Mondiale de la Santé

PIB : Produit Intérieur Brut

PNP : Politique Nationale sur la Population

SAVA: Sambava, Ambilobe, Vohemar, Antalaha

SNDR: Stratégie Nationale pour le Développement Rizicole

TAN : Taux d'Accroissement Naturel

TBS: Taux de Brut de Scolarisation

TM: Taux de Mortalité

TN: Taux de Natalité

VPEI: Vice Primature Chargée de l'Economie et de l'Industrie

INTRODUCTION

Le développement constitue une préoccupation centrale autant pour les pays riches que pour les pays que l'on qualifie pauvre. La croissance économique est une condition nécessaire mais non suffisante pour l'atteindre. Le fait de parler ce phénomène implique inéluctablement de parler la population. La croissance économique, quant à elle, est conditionnée par le travail de la population au même titre que le capital et les ressources naturelles. En effet, la croissance démographique apparaît ou non comme une des facteurs déterminants de la croissance économique. On peut définir la croissance économique comme une augmentation de la production globale de la nation et on peut l'appréhender par le l'évolution du PIB. On attend par croissance démographique l'accroissement du nombre de la population entre deux périodes et elle dépende surtout de la taille de la population.

Depuis des siècles, plusieurs théories ont mis l'accent sur l'effet de la croissance démographique à la croissance économique. Bien évidemment, certaines théories avancent la thèse selon laquelle il existe un lien positif entre ces deux phénomènes et d'autres stipulent que la croissance démographique est une entrave à la croissance économique.

En outre, même si un pays est considéré comme riche et avancé, la pauvreté y existe toujours mais sa forme et sa niveau qui diffèrent chaque pays.

Au début des années 2000, le nombre de la population malgache s'est compté environ de 16 millions d'habitant et que ce chiffre augmente jusqu'à 18 millions¹ environ en 2005. Des efforts ont été menés par le gouvernement malgache et les bailleurs de fonds pour relancer la croissance économique d'une part et de réduire la croissance démographique d'autre part. Selon la Banque mondiale, le taux d'accroissement de la population nationale est environ 3% par an alors que le taux de croissance du PIB par habitant était de 2% par an entre l'année 1990 et l'année 2000 ; n'arrive pas à le récompenser.

¹ INSTAT, *Recensement Général de la Population, Rapport d'analyse-volume 2, Tome VIII*

Tout cela nous amène à étudier le thème de recherche qui s'intitule : « CROISSANCE CONOMIQUE, CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE ET LA PAUVRETE: Liens théoriques et états de la situation à Madagascar ». Etudier ce thème nous semble intéressant du fait que si la contrôle de naissance est parmi les politiques à envisager, elle apparaît comme un phénomène anti culturel pour la plupart des malgaches.

En effet, le présent mémoire a pour but donc de répondre à la question suivante : « *La forte croissance démographique est-elle obstacle à la croissance économique de Madagascar ?* ».

Ce problème des liens entre croissance économique et croissance démographique peut être appréhendé par la croissance de la production rizicole et croissance démographique du fait que Madagascar est un pays à vocation agricole et que 87,5% de la population pratiquent la culture du riz. D'ailleurs, cette filière tient une place considérable sur l'économie nationale et joue une place importante sur la vie de la société. Or la faiblesse du système productif en riz rend insuffisante la production rizicole, l'aliment de base de la population malgache alors que le prix ne cesse de s'accroître. Cette situation contraignante met la majeure partie de la population dans une situation de sous-alimentation et donc la nécessité d'importation en riz.

Sachant tout cela, les questions suivantes méritent d'être trouvées une réponse : *comment évolue-t-elle la croissance démographique et quelles en sont les causes ? Qu'en est-il de la production rizicole ? Une forte croissance démographique conjuguée d'une faible croissance économique est-elle parmi les facteurs explicatifs de la pauvreté ?*

Pour ce faire, nous attribuons comme méthodologie la collecte des données empiriques auprès des institutions nationales et internationales existantes sur le territoire telles que l'INSTAT, le PNUD, le FAO et les divers Ministères.

Pour pouvoir faire l'étude, le présent mémoire se divise alors en deux grandes parties qui comporteront chacune des grands chapitres. La première partie s'intitule **concepts et débats théoriques sur les liens**

entre la croissance économique et la croissance démographique ainsi que la pauvreté. Dans ce cadre, nous aborderons en premier chapitre quelques approches définitionnelles autour de ces trois phénomènes. En second chapitre, le lien entre la croissance démographique et la croissance économique sera à mettre au plan. Dans cette subdivision, la thèse suivant laquelle la croissance démographique constitue un obstacle à la croissance économique sera à évoquer en premier puis les thèses en faveur de la population. Concernant la deuxième partie, elle aura comme intitulé **état de la situation à Madagascar**. Pour ce faire, la croissance démographique et les facteurs sociodémographiques de la pauvreté seront à analyser en premier chapitre dont ce deux points font l'objet de section. Puis nous essayerons d'étudier si la forte croissance démographique conjuguée d'une faible croissance économique est parmi les facteurs explicatifs de la pauvreté de la Grande Ile ainsi que les politiques de rééquilibrage.

**PARTIE I : CONCEPTS ET DEBATS THEORIQUES SUR LES
LIENS ENTRE CROISSANCE ECONOMIQUE, CROISSANCE
DEMOGRAPHIQUE ET LA PAUVRETE**

PARTIE I : CONCEPTS ET DEBATS THEORIQUES SUR LE LIEN ENTRE LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE ET SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE ET PAUVRETE

La société est un système vivant. Dans le monde contemporain, l'économie joue un rôle très important. Sa croissance est tributaire des autres dimensions de la vie sociale. En plus, plusieurs théories se débattent autour du lien entre la croissance démographique et la croissance économique. Deux thèses ont été avancées par les fondateurs de ces théories. Dans cette première partie, nous essayons définir quelques concepts qui semblent important de les savoir dans notre étude en premier chapitre et nous aborderons les débats théoriques sur le lien entre la croissance démographique et la croissance économique en deuxième chapitre.

Chapitre I : DEFINITIONS DE QUELQUES CONCEPTS

Dans ce chapitre, donner une explication aux quelques notions relatives à la démographie comme la transition démographique et les taux démographiques et aussi ce qu'on attend par développement économique, croissance économique et pauvreté apparaît nécessaire afin de comprendre les significations de ces mots dont leurs utilisations seront possibles dans la suite de notre étude.

I CONCEPTS SUR LA DEMOGRAPHIE

Pour comprendre l'évolution de la population, les analystes en utilisent plusieurs concepts tels que la transition démographique et les taux divers pour indiquer les phénomènes.

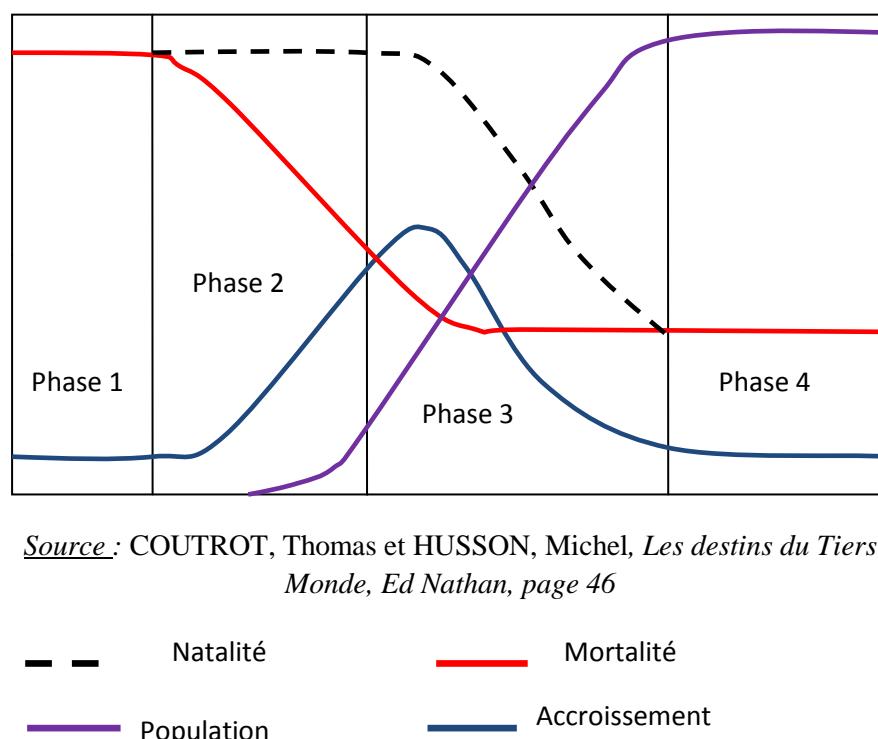
I.1 Transition démographique

Afin de comprendre l'évolution de la société, l'analyse démographique apparaît sans doute comme l'un des éléments essentiels.

Cette notion a été inventée par Adolphe LANDRY dans son ouvrage qui s'intitule « La révolution démographique », paru en 1934. La transition

démographique ou passage démographique c'est un processus au cours duquel une population passe d'une phase de la croissance la phase de stagnation ; c'est comme un déséquilibre entre deux régimes. Durant la société traditionnelle, les niveaux de taux de mortalité et le niveau de taux de natalité sont presque voisins alors qu'il n'y a plus de croissance de croissance de la population. Si le programme de l'Etat s'accentue sur la diminution du taux de mortalité sans réduire celui de natalité, la croissance démographique s'accélère. Mais il y a des périodes que les taux se rejoignent à un même niveau mais à des niveaux très bas ; la population stagne. C'est ce schéma qu'Adolphe a dit transition démographique et il la représente en quatre phases.

figure1 : Représentation de la transition démographique²



Source : COUTROT, Thomas et HUSSON, Michel, *Les destins du Tiers Monde*, Ed Nathan, page 46

— — — Natalité	— Mortalité
— Population	— Accroissement

La démographie à l'état primitif, cette étape correspond à une croissance faible de la population à cause d'une natalité et mortalité généralement élevée. Les populations concernées sont caractérisées par des modes de vie sans aucune contrainte au niveau culturel, économique ou politique.

²COUTROT Thomas, HUSSON Michel, *Les destins du Tiers Monde*, Ed. Nathan, page 46

En général, ce type de croissance est devenu très rare car la plupart des sociétés ont dépassés ce stade pour évoluer vers l'étape moderne. Après avoir passé par la transition démographique. En effet, les pays en achevés leur transition démographique dont l'accroissement naturel est devenu faible, le taux de fécondité est bas avec limitation volontaire des naissances. Ce phénomène est expliqué par plusieurs facteurs socio-économiques.

Toute question est donc de savoir si des mesures spécifiques, visant à limiter ou espacer les naissances, peuvent ou non contribuer au déblocage de la situation et au démarrage de cette fameuse transition démographique. Mais ce sujet entraîne encore une grande discussion de ceux qui sont pour ou contre.

Si telle est le cas de la transition démographique, quand n'est-il à propos du taux de l'exode rural ?

I.2 L'exode rural :

Ce terme désigne la migration des habitants des zones rurales, et principalement de la population agricole, vers les zones urbaines. Exode signifie dans son sens un départ en masse, par référence à l'exode des Hébreux hors d'Égypte. Sous cette appellation dramatique, lancée par les défenseurs des valeurs traditionnelles au siècle dernier, on désigne le plus souvent la migration des ruraux vers les villes. Ce mouvement devrait être d'une manière continue et importante. En plus, plusieurs raisons poussent les gens à immigrer telles que des raisons économiques, historiques et sociales.

I.3 Le taux démographique et la croissance démographique :

Pour étudier l'évolution de la population, les analystes utilisent plusieurs outils et plusieurs notions afin de désigner la présence des phénomènes.

I.3.1 La croissance démographique :

Certains spécialistes comme les démographes, les économistes ont utilisé le taux de fécondité pour mesurer la croissance de la population. Ce taux se définit comme le nombre moyen d'enfants qu'une femme pourrait avoir pendant ses années de procréation. Lorsque l'indice synthétique de fécondité est en dessous du seuil de remplacement (2,1), on dit que la croissance démographique est faible.

En général, la croissance démographique est mesurée en termes relatifs et en termes absolus. Elle se réfère toujours au mouvement de la taille d'une population pouvant être négative ou positive au bout de certain temps. La mesure absolue se fait tout simplement par la différence en nombre de la population de deux années différentes et la mesure relative s'est toujours en pourcentage.

I.3.2 Le taux d'accroissement naturel :

Le taux d'accroissement naturel se définit à travers la différence entre le taux de natalité et le taux de mortalité. D'après COUTROT Thomas³ : « Le taux d'accroissement naturel d'une population est la différence entre les taux bruts de natalité et de mortalité qui rapportent respectivement les naissances et les décès à la population totale. Mais il s'agit d'une mesure frustes qui ne prennent pas en compte les effets de structure ; ainsi ; toutes choses égales par ailleurs, une population plus âgée aura un taux de mortalité plus élevé qu'une autre, et , en sens inverse, une population jeune aura un taux de natalité brut supérieur, en raison tout simplement de la proportion plus grande de femmes en âge de procréer » On constate également que le taux de natalité dépasse le taux de mortalité dans son ensemble.

Le taux de natalité se définit tout simplement comme le rapport du nombre des naissances à l'effectif total de la population dans un temps donné pour 1000 habitants.

³COUTROT Thomas, HUSSON Michel, *Les destins du Tiers Monde*, éd Nathan, 1993, page 46

$$TN = \frac{\text{nombre des naissances}}{\text{Effectif de la population}} \times 1000 \quad (1)$$

La natalité varie dans le temps et dans l'espace. En temps de guerre, il a moins de naissance pendant la paix, en milieu rural en enregistre plus de naissance qu'en milieu urbain.

En ce qui concerne le taux de mortalité, il se définit comme le rapport de nombre de décès à l'effectif de la population dans un temps donné pour 1000 habitants.

$$TM = \frac{\text{nombredesdécès}}{\text{Effectifdelapopulation}} \times 1000 \quad (2)$$

On obtient donc la formule du taux d'accroissement naturel à partir de ces deux équations précédentes.

$$TAN = TN - TM \quad (3)$$

On voit que pour mesurer la croissance de la population, les analystes utilisent des nombreux outils. Mais qu'est ce qu'on attend par croissance économique, développement économique et pauvreté.

II NOTIONS AUTOUR DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE

De nombreux phénomènes sont liés à la croissance économique comme le développement économique. Mais qu'y a-t-il de différence entre eux ? Le fait de dire qu'un pays est développé implique qu'il n'y ait pas de pauvreté.

II.1 Développement économique

Selon François PERROUX : « le développement est la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent aptes à faire croître, cumulativement et durablement son produit global ».

Pour désigner la croissance économique, on utilise parfois le terme développement économique. Néanmoins, le développement économique n'est pas forcément un phénomène économique et social. On peut

assimiler ce phénomène à un processus d'accumulation régulière des richesses et une hausse des revenus et de l'emploi. Le développement économique exige des conditions préalables l'existence d'un système dans lequel on peut accumuler les richesses et accroître les bien-être. Pourtant, l'accumulation des richesses a besoin d'autres ressources comme l'infrastructure, l'institution, financière.

Le terme développement économique est employé techniquement pour indiquer les effets complexes de la croissance. En effet, le développement économique désigne les évolutions positives dans les changements structurels d'une zone géographique ou d'une population : démographiques, techniques, industriels, sanitaires, culturels, sociaux... De tels changements engendrent l'enrichissement de la population et l'amélioration des conditions de vie. C'est la raison pour laquelle le développement économique est associé au progrès.

Il désigne également les transformations des types de biens produits, les méthodes pour les produire et la structure de l'emploi.

II.2 Croissance économique

II.2.1 Définition

Selon Jean-Pierre TESTENOIRE⁴ : « *La croissance économique caractérise l'augmentation durable de la richesse produite, ou l'accroissement de la production globale sur un territoire ou dans une économie nationale. Cette augmentation (qui peut être irrégulière et subir des fluctuations) est un phénomène quantitatif qui peut être mesurée en volume ou en valeur par l'évolution d'agrégats tel que le PIB. Cette croissance quantitative se traduit notamment pour les ménages par l'augmentation du niveau de vie. Le développement est mouvement continu sur le long terme, de nature qualitative et quantitative, qui modifie durablement les structures*

⁴ TESTENOIRE, Jean-Pierre « *ECONOMIE : Croissance et développement économique* » ; Fiche notionnelle sur la croissance et le développement économique et leurs indicateurs ; mardi 5 février 2013, mise à jour janvier 2013 par Marie BERRAH

économiques, sociales et démographiques de la société. Cependant le développement s'appuie sur la croissance, et la prolonge en modifiant sa nature et ses effets. Le niveau de développement et de bien-être des différentes nations s'apprécie par des indicateurs spécifiques (IDH et IPH). ... ». En effet, la croissance économique signifie tout simplement comme une hausse du revenu par tête et du produit national brut ; et l'élévation de la production de biens et services par quelques moyens. La croissance économique est une condition nécessaire mais non suffisante du développement. Elle permet d'accroître le choix du consommateur ou de l'utilisateur de service et permet sous certaines conditions d'assurer plus de justice et d'égalité sociale. Elle désigne également l'augmentation des grandeurs économiques significatives (PIB, PNB, PIB/Habitant, investissement). Bref, la croissance est représentée par la hausse continue de la production en volume sur une longue période.

Le progrès économique se définit comme une étape où on assiste à une meilleure satisfaction des besoins de la population dans son ensemble. Dans ce cas, le progrès économique exige une croissance économique à long terme.

II.2.2 Les différentes stratégies de croissance

En général, il existe deux sortes de stratégies pour atteindre la croissance économique selon les théories : la stratégie de croissance équilibrée et celle de la croissance déséquilibré.

II.2.2.1 La stratégie de croissance équilibré

II.2.2.1.1 Le modèle de HARROD-DOMAR

Autre le modèle néoclassique, les néokeynésiens expliquent aussi cette stratégie de croissance équilibré avec les hypothèses : la fonction de production est à coefficient fixe, K et L ne sont pas substituables mais complémentaires et K / Y est fixe.

Dans ce cas, pour un niveau du capital et du travail donné :

$$K = v Y \text{ et } L = u Y_1(4)$$

$$\text{On a donc } Y = \frac{K}{v} = \frac{L}{u}(5)$$

Dans cette expression, Y représente la production globale, K le stock du capital et L quantité du travail ; v et u sont des constantes positives dont le rapport v / u la proportion fixe dans laquelle le travail et le capital doivent être combinés dans la production. En plus, les quantités de K et L nécessaires pour avoir Y étant ainsi déterminées, les quantités excédentaires restent donc inemployées. Alors, on peut dire que l'épargne S est une fraction constante de revenu $S = s Y$ et qu'elle ne dépend pas du taux d'intérêt mais plutôt du comportement du consommateur. Au niveau du travail, on suppose que L croît à un taux constant n . En effet, l'offre de travail ne dépend pas du salaire réel.

A un instant t , l'épargne est égale à l'investissement ; $S_t = I_t$. Du fait que l'investissement effectué en période t n'est autre que l'augmentation du stock du capital qui permettra de disposer du capital plus important en $t+1$, on a :

$$I_t = K_{t+1} - K_t = S_t = s Y_t(6)$$

$$I_t = v (Y_{t+1} - Y_t) = s Y_t \text{ Car } K_t = v Y_t(7)$$

$$\text{En effet : } g = \frac{Y_{t+1} - Y_t}{Y_t} = \frac{s}{v}(8)$$

C'est le premier équilibre. On appelle g taux de croissance garantie.

$$\text{A un instant } t, L_t = u Y_t \text{ on a } n = g = s / v(9)$$

Dans ce cas, on dit que l'économie est dans l'âge d'or. En effet, dans ce modèle, les trois variables ont le même taux de croissance.

✓ 1^{er} cas : lorsque $n > s / v$: cela signifie que l'offre de travail est supérieur à la demande. Dans cette situation, l'offre de L augmente plus vite que les produits et les stocks du capital. L'épargne et

l’investissement sont insuffisants pour équiper le nouveau travailleur. Par conséquent, il y aurait un chômage.

✓ **2^{ème} cas : lorsque $\mathbf{n} < \mathbf{s} / \mathbf{v}$** : Cela veut dire qu’il y ait un excès de production. En effet, la surcapitalisation de l’économie. On dit que la croissance économique se déroule aux mieux sur le fil d’un rasoir. Autrement dit, si l’un des trois paramètres considérés n’a pas la valeur appropriée, il en résulte soit un excès permanent de capacité soit un chômage permanent. Pour atteindre alors l’équilibre, il faut analyser les facteurs exogènes des trois variables.

II.2.2.1.2 Le modèle de néoclassique (SOLOW) :

Cette théorie avance que le capital K et le travail L constituent les facteurs primaires de la croissance économique. Mais il existe un troisième facteur qui est le progrès technique. La notion de croissance économique est étroitement liée à la notion de productivité. Pour établir ce modèle, les néoclassiques ont pris plusieurs hypothèses. Parmi ces hypothèses, la non variation des combinaisons productives, c'est-à-dire les facteurs K et L sont substituables, le plein emploi des facteurs et le variation du **K/Y** sont très spécifiques.

Selon ce modèle, la croissance équilibré est rétabli lorsque la production Y du capital et du travail ont le même taux de croissance. Dans ce cas.

$$\mathbf{g} = \frac{\Delta Y}{L} = \frac{\Delta K}{L} = \frac{\Delta L}{L} = \mathbf{n} \quad (10)$$

$$\text{Or } \Delta K = I \text{ Alors, } g = \frac{I}{K} \Leftrightarrow \frac{S}{K} \quad (11)$$

$$g = \frac{sY}{K} = \frac{sY}{vY} = \frac{s}{v} \quad (12)$$

$$\text{En effet } g = \frac{s}{v} = n \quad (13)$$

g : Désigne le taux de croissance économique ; **n** : taux de croissance démographique

S : Proportion de l'épargne, **v** : coefficient du capital

- Si $s/v > n$: la croissance économique est supérieure à la croissance démographique, c'est-à-dire la théorie de main d'œuvre (hausse des salaires).
- Si $s/v < n$: la croissance économique est inférieure à la croissance démographique, c'est-à-dire la baisse des salaires.

Pour les tenants de cette théorie, l'équilibre réalisé EX ANTE va se perpétuer tant qu'on laisse jouer librement le mécanisme du marché ; cela signifie que l'équilibre se fait d'une manière automatique. L'idée de base de cette théorie se réside sur le fait qu'il faut que les facteurs K et L augmentent de la même manière que la production Y.

SOLOW proposait que l'introduction du progrès technique puisse enlever le problème de déséquilibre en s'appuyant sur la fonction de production de type *Cobb-Douglas*⁵:

$$Y = AK^\alpha L^{(1-\alpha)} \text{ dont la valeur de } \alpha \text{ est comprise entre 0 et 1} \quad (14)$$

En introduisant le progrès technique, on a comme fonction de production la suivante :

$$Y = AK^\alpha L^{(1-\alpha)} \text{ avec } e^r t \text{ représente le progrès technique} \quad (15)$$

$$\ln Y = rt + \alpha \ln K + (1-\alpha) \ln L \quad (16)$$

$$\frac{\Delta Y}{Y} = r + \alpha \frac{\Delta K}{K} + (1-\alpha) \frac{\Delta L}{L} \quad (17)$$

$$\text{On a alors, } g = r + \alpha g + (1-\alpha) n \quad (18)$$

$$g = \frac{s}{v} = \frac{r}{(1-\alpha)} + n \quad (19)$$

$$\text{Alors } g - n = \frac{r}{(1-\alpha)} \quad (20)$$

⁵ MONTOUSSÉ, *Théories économiques*, Rosy, Bréal, 1988, p. 67

Les valeurs de α et de $(1-\alpha)$, dans l'équation 13, représentent l'intensité de combinaison des facteurs K et L.

Si $r=0$, on aura un produit intérieur brut constant

Si r correspond au progrès technique, il se peut que le travail est efficace et par conséquent une hausse de productivité marginale du travail

Si la valeur de $g-n$ est négative, il y aurait chômage sur l'économie mais si cette valeur est positive, il y a une possibilité d'amélioration de niveau de vie.

Bref, le progrès technique est neutre et elle améliore la productivité du capital et qui équivaut à un accroissement de la quantité du capital. Il est un variable hexogène. C'est un facteur déterminant dans l'amélioration de niveau de vie. Néanmoins, nous pouvons servir ce modèle pour comprendre l'effet de la croissance démographique sur la croissance économique. A moment donné, la ligne de l'élargissement du capital va se déplacer due à l'augmentation du nombre de travailleur. Etant donné que la fonction de production et celle de l'épargne ne changent pas, l'effectif total des employés réduit l'épargne par tête. Dans ce cas, le capital va diminuer et que l'économie se trouve sur un état stable

II.2.2.2 La stratégie de croissance optimale

Le fait de parler l'optimum incite de penser à un raisonnement à long terme. Plusieurs objectifs peuvent êtrevisés sur le plan macroéconomique et qu'ils peuvent êtrecontradictoires. Il se peut que certaines d'entre eux ne puissent pas atteints. Alors, l'objectif ultime c'est d'améliorer le niveau de vie c'est-a-dire d'augmenter le revenu par tête afin de maximiser la consommation par tête.

Pour les pays qui n'ont pas le moyen de maximiser la consommation par individu, la maximisation du stock du capital afin que celui-ci atteigne un niveau permettant une croissance équilibré devrait faire en premier. Tant qu'on atteint le stock du capital nécessaire, le sentier de la croissance doit êtredéterminé. On peut dire en d'autre mot

que lorsque les conditions économiques ne sont pas prêtes à une croissance économique équilibré et auto entretenue faute de l'insuffisance du capital par tête, cette stratégie consistera à accumuler le capital de manière à se rapprocher le plus vite possible le niveau du K permettant de réaliser une croissance économique équilibré. Il s'agit donc de faire augmenter le stock du capital plus vite que la population employée durant une période intermédiaire.

$\frac{\Delta K}{L} > \frac{\Delta Y}{L}$ C'est la théorie des investissements accrus ou stratégie de croissance déséquilibré.

II.3 Pauvreté

D'une manière générale, il n'existe pas une définition unique de la pauvreté mais on peut la définir dans plusieurs domaines tels que domaines sociales, humaines et domaines économiques. Pourtant, on peut donner une définition de la pauvreté comme une situation dans laquelle on ne dispose pas des ressources nécessaire pour assurer la survie ; ou encore une situation dans laquelle on ne dispose pas les moyens permettant de participer à toute les activités considérés comme normal dans une société. Quand n'est-il à propos de la mesure de la pauvreté ?

II.3.1 Mesures de la pauvreté :

Deux étapes fondamentales sont visant à mesurer la pauvreté telle que la phase d'identification et la phase d'agrégation de la pauvreté.

II.3.1.1 La phase d'identification :

Dans ce cas, l'établissement d'un seuil de pauvreté constitue la première étape dans toute analyse de pauvreté.

II.3.1.1.1 L'approche absolue :

Dans *l'approche des besoins de base*, la pauvreté y est considérée strictement en termes de subsistance. En effet, pour déterminer de façon objective un seuil de pauvreté absolue, on analyse les besoins alimentaires minimaux c'est-à-dire les nombres des calories

indispensables à la survie et on évalue les moyens le plus économique pour satisfaire. On peut ajouter aussi à cette analyse d'autre besoin non alimentaire mais élémentaire comme habillement, logement, etc. Alors la définition d'un seuil de pauvreté est comme un minimum vital qui ne change pas avec le niveau de la société.

WATIS dans sa *méthode de la part alimentaire*, il a pris en considération les relations entre les dépenses pour l'alimentation et les revenues totales. On s'intéresse donc sur le ratio entre alimentation et revenu. Par déduction, on admet que plus un individu est pauvre, plus la part de son revenu affecté aux dépenses alimentaires est élevée.

II.3.1.1.2 L'approche relative :

Dans cette approche, la pauvreté et les seuils de pauvreté sont établies en prenant comme référence les niveaux de vie d'un pays donné à une époque donnée. Dans ce, les besoins à satisfaire sont à la fois physiologique et culturelle. En effet, on qualifie comme pauvre ceux qui n'ont pas suffisamment des moyens pour se procurer le type d'alimentation jugé comme être normale , pour participer aux différentes activités sociales et pour disposer des conditions de vie largement approuvés par la population. Il s'agit donc d'évaluer la pauvreté en considérant le niveau de vie global de la population que l'on mesure en général le niveau de revenu et les niveaux des dépenses, etc. Dans ce cas-là, les causes de la pauvreté sont recherchées dans l'organisation sociale. Alors, la pauvreté est considérée comme l'effet ou l'impact directe d'une inégalité sociale liée à la mauvaise répartition des revenus et est également liée aux opportunités. On admet alors que le seuil de pauvreté varie dans la même proportion que le niveau de vie.

II.3.1.1.3 L'approche de capacité de SEN :

Elle rejette le concept d'utilité au profit de celui des droits des individus et il préfère la notion de capacité « capability » selon SEN. Autrement dit, les individus ont droit d'exercer le propre liberté ou droit dans la sphère sociale, politique et économique. Il considère que la possibilité de

disposer dans besoins nécessaires pour atteindre le niveau minimum de bien être dépend de différentes caractéristiques institutionnelles du niveau dans lequel on se place. Les capacités recouvrent tous les aspects de la vie comme la capacité des satisfaire les besoins alimentaires, la capacité d'avoir un logement, de vivre longtemps...Par conséquent, les individus qui n'ont pas le niveau minimal es considéré comme pauvre quel que soit sa position relative par rapport aux autres individus.

II.3.1.1.4 L'approche subjective

Sur cette approche, le concept de la pauvreté est basée sur une évaluation du degré de satisfaction des besoins par chaque individu interrogé .Effet, on définit la pauvreté par rapport à la perception que les individus ont de leur propre état ou situation. Elle dépend donc des sentiments qu'ils ont à propos de leur niveau de vie qui constitue le minimum acceptable au niveau de la société. Pour ce faire, on demande à chaque individu de déterminer le revenu minimum dont un ménage de référence aurait besoin pour vivre, et que cette situation soit acceptable, d'une part. On peut définir alors le seuil de pauvreté pour un ménage représentatif comme la moyenne ou toutes les dépenses. On demande à chaque individu de déterminer le niveau minimal de revenu dont il aurait besoin pour vivre dans des conditions acceptables.

II.3.1.2 La phase d'agrégation :

Une fois qu'on a défini le seuil ou la ligne de pauvreté, on passe à la résolution de problème de mesure de la pauvreté ; c'est la problème d'agrégation. Il s'agit ici de trouver un moyen satisfaisant pour résumer l'information concernant le nombre des pauvres, le niveau de leur revenu et éventuellement la distribution de leur revenu.

La façon le plus simple serait de compter le nombre de pauvre qui est en dessous de la ligne de pauvreté et de l'exprimer en pourcentage de la population totale : c'est ce qu'on appelle taux de pauvreté ou HEADCOUNT RATIO.

II.3.2 Les indices de la pauvreté :

II.3.2.1 Indicateur au seuil de pauvreté relative :

Pourcentage de revenu moyen ou médian : l'utilisation de ce type d'analyse exige le choix d'un indicateur reflétant le niveau de vie général dans la société où l'on fait l'étude. De plus l'analyse est liée à la privation relative, liée au niveau de référence, à la distribution de revenu.

Le quantile : Il s'agit d'utiliser les différentes classes de revenu le plus bas en fixant par exemple un quantile. Cette définition du seuil de pauvreté est basée sur l'inégalité de la distribution de revenu. En effet, on considère que la pauvreté se trouve dans les centiles ou déciles inférieur de la distribution de revenu.

Indice de privation relative de FAUNSEND : Selon cette approche, un individu est considéré comme pauvre lorsqu'il ne dispose pas de certains bien considérés comme courant dans la société où il vie. En d'autre terme, un individu ou une personne est qualifié comme pauvre lorsqu'il ne peut plus participer aux styles de vie en vigueur dans la société qui l'entoure. Pour élaborer le seuil de pauvreté, Faunsen propose une liste d'indicateur pouvant résumer le style de vie dans une société donnée. Dans ce cas, les individus répondent à une série de question se référant aux conditions de vie, niveau de consommation, etc.

II.3.2.2 La ligne de pauvreté de LEYDEN :

Cette méthode met en relation la réponse de chaque individu concernant le revenu minimum dont il a besoin pour s'en sortir et de son revenu réel. Cette approche part de l'hypothèse que le revenu comme minimum est une fonction croissante et concave du revenu effectif avec une élasticité prenant les valeurs de 0 et 1. Ainsi, plus le revenu est élevé, plus le revenu qu'il considère comme minimum le sera également.

II.3.2.3 Head Count Ratio et l'Income Gap Ratio

Concernant le HCR, cette approche se base sur le calcul des proportions des pauvres dans une population. En effet, cet indice représente le poids à

tous les pauvres. Lorsque l'indice converge ou proche de 1, on en déduit que la population totale est pauvre mais s'il est proche de zéro, on dirait que la totalité de la population est riche. La formule suivante représente cet indice :

$$H(x, z) = q/n \quad (21)$$

Avec q= population vivant en dessous du seuil de la pauvreté

n= population totale

z= seuil de pauvreté

L'indice IGR a comme formule : $IGR = G/qZ \quad (18)$

avec $G = Z - x$ dont :

Z= seuil de pauvreté

x= le revenu des pauvres

q= population vivant en dessous du seuil de pauvreté

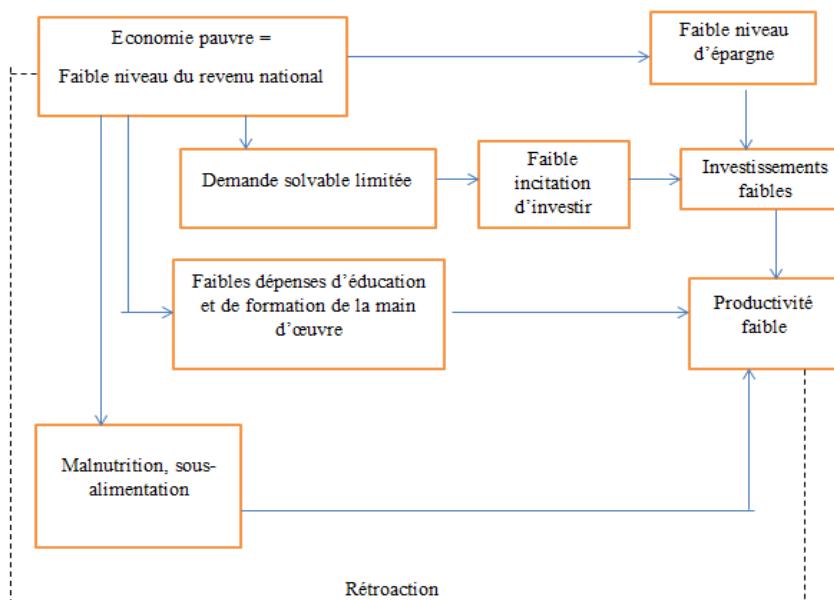
Cet indice représente les taux d'efforts pour permettre la population pauvre à accéder au seuil de pauvreté. Si le revenu moyen des pauvres est égal à zéro, l'IGR prend la valeur 1 c'est-à-dire si les pauvres n'ont pas de revenu. Par conséquent, ils devront faire plus d'effort pour lutter contre la pauvreté.

II.3.3 Spirale pauvreté, population et démographie

L'analyse du sous-développement des pays est basée toujours sur le schéma du cercle vicieux de la pauvreté. L'un des schémas le plus connus est le suivant : de faibles revenus expliquent la faiblesse de l'épargne, qui entraîne un taux faible d'investissement et qui empêche le progrès technologique et les gains de productivité ; d'où stagnation des revenus par tête et de l'épargne. Mais par l'apparition de différentes recherches par de nombreux économistes, le schéma du cercle vicieux de la pauvreté est devenu complet et explicatif. La représentation de ce schéma a montré un type d'enchaînement fondé sur le problème social, économique et politique du pays en voie de développement. L'augmentation de la population, grâce aux différentiels facteurs comme les parents souhaitent beaucoup d'enfants pour compenser une mortalité

élevée, la situation géographique du pays pauvre et les migrations vers les bidonvilles, ont contribué à la destruction néfaste de l'environnement urbain et rural. Du fait que la terre est parmi l'une des plus importantes de facteurs de production, on pourrait dire que l'érosion, les salinassions et l'inondation font baisser les rendements des récoltes et des pêches, l'emploi et les revenus.

Figure 2: cercle vicieux de la pauvreté



Source : BERNARD, Conte, *Les cercles vicieux de la pauvreté*

Dans d'autre optique, un revenu faible aura comme conséquence une demande faible qui entraînera à son tour un marché étroit qui va conduire au manque de débouché. L'investissement aussi sera faible due à cette dernière et donc une baisse de productivité. On revient encore sur le revenu faible et ainsi de suite. En outre, si le revenu de la population est faible, cela va entraîner une insuffisance alimentaire. Par conséquent la production aussi va baisser puisque les travailleurs n'ont plus des forces et donc son revenu va s'affaiblir encore.

II.3.4 Elargissement du concept de la pauvreté :

La pauvreté est un phénomène dynamique qui évolue dans le temps et dans l'espace. Les concepts de pauvreté auxquels de basculent différents

mots : paupérisation, précarité, vulnérabilité, appauvrissement, exclusion social, disqualification social,...sont placés au centre de la politique publique ou bien au centre de la politique de développement. L’élargissement du concept de la pauvreté a commencé depuis les années 70. Avant l’année 1970, la pauvreté a été analysée selon l’approche unidimensionnelle axée notamment sur la consommation ou le revenu. Entre 1970-1980, la variable a été complétée par les variables servies sociaux. Depuis l’année 1990, la question et le concept de pauvreté ont connu une progression significative aussi bien en échelle national qu’international.

Diverses conférences menés sous l’égide des Nations Unies ont été effectués pour renouveler les connaissances sur la pauvreté d’une part et pour réorienter les stratégies nationaux et internationaux de lutter contre la pauvreté et l’exclusion sociale. Un élargissement de la définition de la pauvreté a été fait par la Banque mondiale en terme de « sous approvisionnement, voire privation⁶ » dans trois domaines d’existence : éducation, nutrition et santé.

Bref, pour analyser l’évolution de la croissance économique d’un pays et des nombreux phénomènes et facteurs sont à l’origine de celle-ci. D’ailleurs, on a constaté que tous ni la croissance économique ni la croissance démographique ; elles ont évolué dans le temps et dans l’espace. Selon l’analyse que nous avons évoquée dans ce premier chapitre, le terme pauvreté est difficile à définir du fait de sa dimension multiple. Dans le paragraphe qui suit, nous aborderons les thèses dans lesquelles la démographie constitue un frein à la croissance économique selon certains auteurs et la démographie est un facteur de la croissance selon les autres.

⁶ BANQUE MONDIALE, Rapport de Développement dans le Monde, *Vaincre la Pauvreté*, 1990

Chapitre II : DEBATS THEORIQUES SUR LE LIEN ENTRE CROISSANCE ECONOMIQUE ET CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE

Le phénomène de la croissance démographique et de la croissance restent d'ores et déjà un grand sujet d'analyse et de discussion pour les économistes. Plusieurs anciens ont déjà focalisé ses études sur le lien entre ces deux faits tels que Thomas Robert MALTHUS, Alfred SAUVY, BOSERUP. Ils ont pris des positions vis-à-vis la relation entre la croissance démographique et la croissance économique. Malthus en partant de la loi des rendements décroissant arrive à conclure que la croissance de la population est un facteur bloquant de la croissance économique et que il faut limiter la naissance aussi proposa-t-il. Les autres ont pris une distance par rapport à cette idée et affirment que la croissance démographique est un facteur de la croissance économique. En effet, nous aborderons successivement ces deux affirmations sur le présent chapitre.

I LA DEMOGRAPHIE : BLOCAGE DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Pour étudier la tendance à la baisse de la production et l'épuisement des ressources, la démarche ancien ou le raisonnement traditionnel a mis le point sur la rareté des facteurs notamment la terre. Du fait que la terre est un bien non reproductible, cela va se traduire par la diminution de la production. Il y aurait donc une diminution de la production alimentaire et cela signifie tout simplement l'apparition des rendements décroissants par tête. Malthus est l'un des premiers qui parte de cette hypothèse pour analyser l'effet de la croissance démographique sur la croissance économique.

I.1 La thèse malthusienne de la population

Dans le modèle de Malthus, on a comme fonction de production comme la suivante.

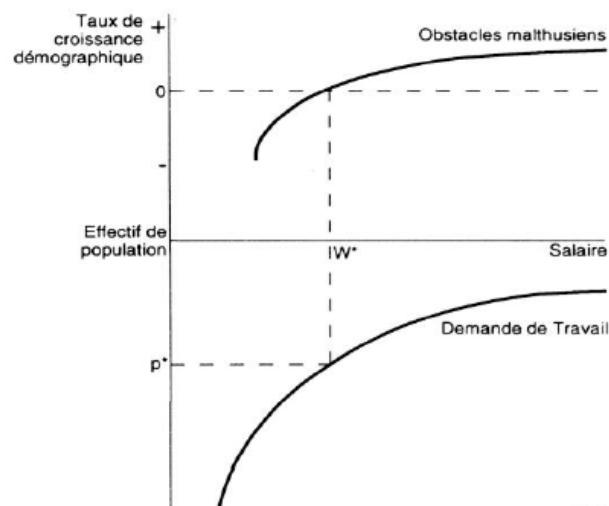
$$\mathbf{Y} = \mathbf{f}(\mathbf{K}, \mathbf{P}) \times \mathbf{G} \text{ dont (22)}$$

Y représente la production totale, K le capital productif et G représente le multiplicateur de la production entière compte tenue du progrès technologique.

Dans cette optique, son raisonnement se fait avec l'hypothèse de l'économie fermée, la stabilité des ressources et aussi le stock de capital fixe et le niveau de la technologie donné. Dans ce cas, seul l'effectif de la population qui varie.

En effet, la théorie Malthusienne se fonde sur deux idées. Lorsque la population augmente, la production va augmenter aussi mais non pas d'une manière proportionnelle grâce aux rendements décroissants en l'agriculture et de la surface cultivable de terre limitée ; de telle sorte que les revenus et les salaires diminuent. Ensuite, il pensait que les revenus faibles auront une conséquence sur la population. Autrement dit, les salaires faibles entraîneraient des taux de croissance démographique plus bas et ainsi de suite, par les différentes réactions démographiques appelés obstacles malthusiens. Le graphe suivant illustre ce phénomène.

Figure 3: Détermination de la population et du salaire d'équilibre⁷



Source : RONALD D. Lee, « *Croissance démographique, progrès et pauvreté* »

⁷ RONALD D. Lee, « *Croissance démographique, progrès et pauvreté* ». In: Population, 47e année, n°6, 1992 pp. 1533-1554. http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/pop-0032/4663/1992/num_47-6-3937

La relation entre le taux de croissance de la population et le salaire réel par tête est représentée sur le cadre supérieur de ce schéma. On obtient la croissance nulle de la population sur l'intersection de la droite (O) et la courbe représentative du taux d'accroissement démographique représente le salaire d'équilibre sur une longue période et que la population tend à ramener à chaque fois le système vers ce point. Ce salaire est appelé prix naturel de la main d'œuvre, aussi dit-il Malthus. La relation entre la taille de la population déterminante de l'offre de travail et le salaire est décrite sur la partie basse de la représentation graphique. La décroissance de la courbe est expliquée par la base de rendement décroissante tenant compte le progrès techniques, la découverte de nouvelles ressources, cette courbe décalerait vers le haut et la droite du fait qu'elle représente la demande de travail ; cela résulte du fait qu'une population plus importante qu'auparavant pourrait subsister pour un revenu inchangé. La taille de la population correspondant au salaire d'équilibre est connue comme étant la population d'équilibre et est notée P^* sur le schéma.

D'après Malthus : «Nous sommes donc en état d'affirmer, en partant de l'état actuel de la terre habitable, que les moyens de subsistance, dans les circonstances les plus favorables à la production, ne peuvent jamais augmenter à un rythme plus rapide que celui qui résulte d'une progression arithmétique.»⁸ car, les terres marginales cultivables ne permettent qu'une augmentation très lente des productions alors que la population ne cesse d'augmenter plus rapidement.

La thèse de Malthus⁹ stipule que la population croît selon les termes d'une suite géométrique alors que les subsistances ou les productions agricoles croissent selon les termes d'une suite arithmétique¹⁰. Alors, la courbe des effectifs de la population a une allure exponentielle et celle des subsistances est une droite croissante. Dans ce cas, il y aurait une pénurie. Dans ce cas, il utilise les lois des rendements décroissants en

⁸MALTHUS T.R., *Essai sur le principe de population* »Trad. de Trembley E., Pari Gonthier, 1963, p. 11.

⁹ MALTHUS, T.R, *Essai sur le principe de la population*, Trad. de Trembley, Paris Gonthier,1963, p12

¹⁰ JEANMARC Siroën, « *L'économie mondiale* », Armand Colin, 1988

agriculture pour expliquer cet écart entre la population et les ressources. Il essayait de constater que l'accroissement rapide de la population devrait être limité. Selon Malthus : « la misère et le vice¹¹ » sont les facteurs principaux inhibant la croissance démographique. Des phénomènes comme la famine, maladie et de guerre sont des exemples pertinents. Il signalait qu'on peut contrôler l'augmentation rapide de la population à travers la famine, guerres, maladies dans le but de trouver un équilibre sur les ressources en matière de nourritures et la population. Cette déclaration semble irrationnelle et horrible pour quelqu'un de bon sens. Malthus a avancé des nombreuses recommandations dans son étude nous citons qu'il faut prendre toutes les mesures possibles pour que les couples des classes ouvrières n'auront pas d'enfants. Par conséquent, soit la population accepte volontairement de limiter sa croissance, soit la population sera détruite. Cette solution préconisée par Malthus montre une large préférence pour les contrôles préventifs, c'est-à-dire le contrôle des naissances.

I.2 Le néo-malthusianisme et le prolongement de Malthus

Les successeurs de Malthus ont continué l'étude, certains analystes ont soutenu l'idée de Malthus et préconisait le contrôle de la naissance (planification familiale et contraception). Une autre approche soutenue par d'autres chercheurs aussi a mis l'accent sur la conséquence néfaste de la croissance rapide de la démographie ; du fait que les ressources sont rares, la croissance démographique non maîtrisée aura comme effet une hyper exploitation des ressources des générations en générations. Au bout du compte, Malthus et ses successeurs ont fini à conclure que pour avoir une croissance économique il faut limiter la naissance.

Afin d'attirer nos esprits sur le fait que la théorie malthusienne et ses craintes sur la population n'ont plus que jamais sur la table, prenons le cas qui suit. En 1798, les deux tiers de la population mondiale étaient en Asie et à peu près il y a 7 fois plus d'habitants sur la planète deux siècles plus tard. En effet, plusieurs chercheurs de

¹¹MALTHUS, « *Essai sur le principe de la population* », Trad. de Trembley, Paris Gonthier, 1963.

nos jours ont essayé d'expliquer les conséquences de la limitation des naissances. Qu'en est-il du prolongement malthusien ?

Entre les années 1960 et 1970, le mode de vie et la consommation de la société capitaliste a été critique. Le club de Rome se réunit pour commander un rapport à une équipe de chercheurs et d'universitaires dirigée par Dennis Meadows. Selon cet auteur : « que si l'on continue de produire comme tel, le monde va exploser en 2100¹² ». Autrement dit, l'augmentation matérielleperpétuelle tôt ou tard va conduire à l'effondrement du monde même si déjà à l'époque, on était déjà très optimiste sur les capacités technologiques futures, le contrôle de la pollution. A cet égard, le rapport Meadows a mis l'accent sur une croissance économique zéro et un arrêt à l'accroissement démographique pour diminuer les risques de la surpopulation. En outre, pour analyser le problème de développement, d'environnement et en tenant compte aussi celle de la population, la commission Brundtland¹³ a été créée en 1986. Cette commission a pour but de donner des solutions à la communauté internationale pour résoudre ce problème. Cette commission essaie de donner une définition simple du développement durable et en y tirant des idées, les Nations Unies définissent la population limite comme le nombre d'hommes qui peuvent être entretenus sans réduire irréversiblement la capacité à les entretenir dans le futur.

Si la thèse de Malthus et ses adeptes préconisent la limitation des naissances du fait que la croissance démographique est un entrave à la croissance économique, quels sont les arguments des différents analystes en disant que la démographie est un facteur de la croissance économique ?

¹² DENNIS Meadows, *The limits to growth*, 1972

¹³ Commission créée en 1983 à l'Assemblée générale des Nations Unies

II LA DEMOGRAPHIE : FACTEUR DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Plusieurs auteurs ont essayé d'expliquer le fait que la démographie est un des facteurs à la croissance économique dont les plus connus sont la thèse d'Alfred SAUVY, LEBEINSTEN et BOSERUP sous l'appellation thèse populationniste et aussi la thèse de l'optimum de population de WICKSELL.

II.1 Le populationniste :

Les initiateurs de ce courant a repris la formule de Jean BODIN qui stipule que « il n'est de force ni richesse que d'hommes ». Dans ce sens, ils affirment que la richesse dépend déjà de la densité de la population. En effet, la croissance de la population a une influence positive par plusieurs canaux : l'augmentation de la demande qui en résulte incite à augmenter la production ; elle pousse à une organisation plus efficace de la production d'où des gains de productivité ; une population plus grande permet d'étaler les frais généraux d'une société. « Chaque fois que se produit un écart ou une différence entre deux grandeurs qui devraient être au même niveau, il existe deux manières de le rééquilibrer, vers le bas ou vers le haut. La vision de Malthus suggère instinctivement de niveler par le bas en avançant qu'il y ait excès de quelque grandeur », souligna Alfred SAUVY.

La thèse des plusieurs analystes stipulent que si les hommes sont la force d'un pays et que leur nombre augmente, la production le suivra et le pays n'en serait que plus puissant. Cela signifie tout simplement que la croissance de la population apparaît comme un facteur déterminant de la croissance économique. Selon Alfred SAUVY¹⁴ et LEBEINSTEN¹⁵, l'accroissement démographique pourrait être source d'une croissance économique pour des raisons différentes ne citons que l'accroissement de la population entraîne un accroissement des besoins.

Au milieu des années 60, ce courant est souvent illustré par E.BOSERUP, connue sous l'appellation la thèse de la pression créatrice.

¹⁴ALFRED Sauvy, « *Eléments de démographie* », Collection Thémis -Sciences sociales, 1989, p.257

¹⁵LEIBEINSTEIN « *Theory of Economic-Demographic Development* ».in Montoussé M. (lsd.), *théorie économique*, Rosny, Bréal, 1964.

« Une population clairsemée d'éprouve aucune incitation à changer de système d'utilisation du sol, prétend BOSERUP. La rationalité la dissuade d'intensifier le degré d'utilisation du sol qui exige un surcroit de travail par unité produite. Ce n'est que lorsque la pression devient excessive, par rapport au système en vigueur, que celui-ci est progressivement abandonné. La croissance démographique joue donc un rôle moteur. Ce changement a un coût mais initie un processus de développement économique. La pression démographique ou population pressure favorise l'innovation technologique, rarement liée à une invention technique mais bien plutôt conséquence de leur diffusion d'une société à une autre.»¹⁶. En fait, la population pressure entraîne une réorganisation de la production agricole et que c'est la population qui détermine la richesse surtout grâce à la pression créatrice qu'elle fait naître. Ainsi, on ne peut pas séparer l'évolution de la production agricole et de celle de la population. La croissance démographique ne constitue en rien un frein mais plutôt un stimulant pour la croissance économique. Alors, la conservation des techniques élémentaires dans la société primitives, par exemple d'adopter la charrue, est-elle obligatoire pour certaines pays avancés comme la France, Etats Unies, la Chine aujourd'hui pour augmenter la productivité du fait que la pression démographique est là ?

II.2 La théorie de l'optimum de population

L'idée d'optimum de population cherche à réconcilier la théorie malthusienne et le courant populationniste. Cette théorie a été initiée par WICKSELL dont la principale idée se résume comme le suivant. Du point de vue économique, le critère de l'optimum de peuplement est la réalisation du produit (ou du revenu) maximum par habitant. Certains éléments définissent le niveau optimal de la population : état des techniques, volume des ressources utilisables, équipement technique, possibilités du commerce extérieur. D'autres éléments définissent la structure optimale de la population telle que la structure par âges, rapport

¹⁶ VERON Jacques, *Croissance démographique et niveau de vie, Problèmes économiques*, n°2177

entre la population active et non active, entre consommateurs et producteurs, structure professionnelle de la population, répartition géographique de la population. Enfin, des éléments définissent l'optimum dans le temps : rythme de croissance de la population, rythme du progrès technique, taux de croissance du revenu national.

Selon A. SAUVY, il ya l'optimuméconomique et l'optimum de puissance. Ces deux optimums ont chacun leur propre caractéristique. Il a définit l'optimum économique comme l'optimum qui permet au pays d'avoir une certaine puissance économique ou bien le nombre de population se trouvant sur le pays qui permet d'atteindre un certain niveau de puissance économique.

La croissance démographique n'est pas directement liée à la croissance économique souligna A. SAUVY dans sa thèse connue sous l'appellation optimum de population. Selon cet auteur, les cas suivants pourraient se produire : faible croissance démographique avec faible croissance économique, ou forte croissance démographique avec faible croissance économique, ou encore forte croissance démographique avec forte croissance économique. Alors, la corrélation de ces deux éléments dépend de la situation de chaque nation. En effet, selon A. SAUVY¹⁷ : « L'étude d'une société humaine plus évoluée se fait commodément en utilisant la notion de population optimum » Il a pris comme hypothèse de base les ressources matérielles, niveau des connaissances techniques, la composition par âges, la non variation de la répartition des produits, une économie sans modification interne (durée de travail constante, pas de chômage, pas de commerce extérieur).

Plusieurs oppositions ont été déduites à partir de cette conception. Pourtant, on y voit une convergence d'opinion sous deux angles¹⁸ : « la première est que le nombre des emplois est limité : si le nombre de travailleurs dépasse un certain nombre, le chômage est inévitable ; la population en âge de produire est supérieure à un certain effectif qu'on

¹⁷ALFRED Sauvy, « *Théorie générale de la population : économie et population* », PUF, 1952

¹⁸ALFRED Sauvy, « *Théorie générale de la population : économie et population* », PUF, 1952

pourrait appeler «optimum ». La seconde convergence est que le progrès technique réduit le nombre d'emplois : une amélioration de la productivité réduit la population optimum ».

Selon toujours cet auteur, l'optimum de puissance quant à lui procure aupays une certaine puissance. Ainsi, nous pouvons dire qu'une population est à son niveau optimale si et seulement sice niveau lui permet de maximiser son revenu par tête. Et cela doit permettre aussi à un pays d'atteindre ses objectifs.

III UNE VALORISATION DU CAPITAL HUMAIN ?

Plusieurs littératures se concentrent actuellement sur les facteurs qui peuvent produire la croissance économique d'un pays ne citons que la théorie de croissance endogène. Cette théorie montre en quoi plusieurs facteurs peuvent engendrer des externalités positives et par la suite source de croissance pour la collectivité. La croissance est endogène dans le cas où elle ne dépend que des seuls comportements des agents et des variables macroéconomiques.

D'après GUILLAUMONT¹⁹ : « *Le capital humain est le capital incorporé dans l'homme, disons encore l'ensemble de biens qui, incorporés dans l'homme, permettent d'accroître la productivité du travail humain* ». Cela regroupe donc l'éducation, la santé ayant le caractère d'être le résultat et d'être les biens de production. En effet, les dépenses faites pour améliorer l'éducation et la santé apparaissent comme des investissements en capitale humain.

LUCAS, à la fin des années 80, a initié un modèle de croissance qui se concentre sur l'accumulation du capital humain. Dans ce cas, il propose que l'arbitrage des individus entre travailler pour produire ou consacrer leur temps à accumuler du capital humain semble important dans le but d'être plus productif. La fonction de production globale n'est autre que la somme de fonction de production de chacun des individus.

Voici la production pour l'économie et l'activité de la formation :

¹⁹GUILLAUMONT P., *Economie du développement*, éd Cujas, Paris, 1985, page 342s.

$$\mathbf{A} \cdot k^{\beta} (\mathbf{u} \cdot h)^{(1-\beta)} \quad (23)$$

$$H = B (1-u)^\alpha h \quad (24)$$

u ∈ [0; 1] est la fraction du temps disponible consacré à la production,

1 – u la fraction consacrée à l'accumulation individuelle de capital humain.

h est le niveau moyen ou le stock du capital humain dans l'économie.

K le stock du capital physique

H l'activité de la formation

B, A, α et β sont des paramètres.

A un instant où **u** ne change pas ou bien constant, on a :

$$\frac{H}{h} = B (1 - u)^\alpha \quad (25)$$

Pour une population qui a un niveau moyen du capital humain élevé, elle aura donc une amélioration de la productivité de chaque individu. En effet, une économie aura une croissance du capital humain d'autant plus forte qu'elle consacre une part importante de ses effectifs à la formation.

En outre, il concerne la compétence collective liée aux échanges d'information entre les agents. Le capital humain permet donc de saisir les nouvelles technologies adoptées et aussi d'assimiler celles-ci et apparaît comme un facteur catalyseur. En effet, la croissance économique n'est pas influencée directement par l'importation des technologies tant que le niveau du capital humain sur le territoire national n'est pas encore adéquat.

D'ailleurs, le capital humain joue un rôle important sur le partage des savoirs en termes de technologies du fait qu'il permet de varier les canaux via lesquels des nouvelles connaissances technologiques peuvent être acquises. Il facilite la relation entre plusieurs acteurs et que l'acquisition de l'information est plus rapide et plus pratique pour ceux qui ont le niveau du capital humain considérable. Néanmoins, comprendre l'effet du capital humain sur le processus de diffusion nécessite un éclairage entre formation générale et éducation technique.

BECKER²⁰ aussi a effectué un travail similaire à celui de LUCAS. Il a mis à la base le fait que « les individus peuvent être acquéreurs du capital humain et consommateur à la fois ». Seul l'éducation et la formation puissent favoriser l'expérience, le savoir-faire et la compétence. Dans ce cas, les hommes investissent pour leur avenir. Ils possèdent donc deux options soit en travaillant tout de suite pour obtenir des sources de revenus soit ils attendent afin que leurs études se terminent dans le but d'avoir un salaire plus motivant. Autrement dit, l'investissement en capital humain est aussi un investissement profitable du point de vue de la société. En d'autre mot, l'éducation procure aussi des gains sociaux. Cette externalité positive justifie pour certains interventions de l'Etat sinon dans l'économie du moins dans la prise en charge du système éducatif.

Ainsi, La théorie du capital humain « aide à rendre compte des phénomènes comme les différences de salaires selon les personnes et les lieux, la forme des profils des salaires selon l'âge, la relation entre âge et salaires, et les effets de la spécialisation sur la compétence. Par exemple, parce que les salaires observés contiennent la récompense du capital humain, des gens gagnent plus que d'autres simplement parce qu'ils investissent plus en eux-mêmes. Parce que les personnes plus capables tendent à investir plus que les autres, la distribution des revenus est inégale»²¹.

En résumé, l'analyse démographique constitue un des éléments nécessaires à l'analyse économique d'un pays. En effet, pour un pays donné, le niveau du nombre de la population ainsi que leur taille pourrait apparaître comme facteur ou blocage à la croissance économique. Depuis des siècles, plusieurs auteurs comme Malthus et les

²⁰BECKER, “la théorie du capital humain”, in Montoussé M. (éd.), *théorie économique*, Rosny, Bréal, 1964, p60-65.

²¹MAURICE ,BASLÉ ET SIREY,*Human Capital, Op. City, in - « Histoire des pensées économiques – les contemporains », 1988*

néomalthusiens ont mis l'accent sur la vision négative envers la population en terme de croissance économique d'une part et d'autres comme Alfred S., Boserup ont eu une analyse en faveur de la population. Pourtant, toutes analyses concernant la vision négative du lien entre ces deux phénomènes partaient de l'hypothèse de rendement d'échelle décroissant de la terre. Etant donné ces deux points de vue, pour avoir une croissance économique, certaines stratégies devraient être prise en compte ne citons que celle de Harrod-Domar et celle de Solow.

Même si le débat théorique sur l'effet de la croissance démographique à la croissance économique a été déjà abordé des siècles en avant, une bonne théorie visant à améliorer la productivité de la population est apparu à la fin des années 80 : la théorie du capital humain de Lucas et d'autres auteurs. Cette vision a mis l'accent sur le rôle de l'éducation à la croissance économique.

PARTIE II : ETAT DE LA SITUATION A MADAGASCAR

PARTIE II : ETAT DE LA SITUATION A MADAGASCAR

Madagascar, un pays riche en matières écologiques, possédant des ressources naturelles immenses, un pays vivant avec des crises cycles. Tout cela contribue sans doute à la situation économique du pays depuis toujours. Un pays constitué des populations jeunes et des vastes terres cultivables pourtant la plupart des habitants vivent encore en dessous du seuil de pauvreté. Malgré les efforts menés par les dirigeants, supposé premiers responsables, la pauvreté se persiste encore surtout sur le milieu rural. Or, plus des 70% des ménages sont des paysans et pratiquent la riziculture. D'ailleurs cette filière a un revêt d'importance sur l'économie nationale, le riz est l'aliment de base de toute la population. Malgré l'atout que possède la nation en cette matière, la production rizicole n'arrive pas à couvrir les besoins de la population du fait que la population augmente aussi vite avec un rythme moyenne de 2,8% par an ; d'où la nécessité d'importer qui augmente d'une année à une autre. Effet, dans cette l'évolution du nombre de la population et les facteurs sociodémographiques de la pauvreté seront à aborder en premier lieu. Du fait de la dominance de la riziculture sur la nation, nous exposerons en second lieu la pauvreté selon la croissance de cette production et la croissance démographique à Madagascar.

Chapitre III : CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE ET LES FACTEURS SOCIO-DEMOGRAPHIQUES DE LA PAUVRETE

Dans ce chapitre, notre analyse se fonde en premier lieu sur la croissance démographique de Madagascar puis nous analyser en deuxième point les facteurs sociodémographiques de la pauvreté.

I LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE

Plusieurs facteurs expliquent la forte croissance démographique de Madagascar ne citons que l'écart entre le taux de natalité et le taux de mortalité. Par ailleurs, l'espérance de vie à la naissance joue un rôle fondamental du point de vue de l'impact de la démographie sur la

croissance économique pour un pays. Elle connaît une évolution meilleure pour la Grande Ile.

I.1 L'espérance de vie à la naissance

Elle définit l'âge moyen de la population. Concernant Madagascar, l'espérance vie reste encore mineure par rapport aux autres pays développés même si elle affiche une amélioration. En plus, elle influe la tendance de mortalité pour le pays.

Depuis l'année 2000, Madagascar a connu une évolution fiable en matière d'espérance de vie à la naissance ; il est de 54,95 ans en 2000, il devient 64 en 2012. Cette situation est due aux efforts menés par les autorités responsables en matière de santé et surtout sur la lutte contre la malnutrition. Le tableau qui suit donne l'évolution de l'espérance de vie des malgaches à la naissance depuis l'année 2000.

Tableau 1 : Espérance de vie à la naissance pour Madagascar depuis 2000

Année	Espérance de vie à la naissance
2000	54,95 ans
2001	55,35 ans
2002	55,74 ans
2003	56,14 ans
2004	56,54 ans
2005	56,95ans
2006	57,34 ans
2007	62,14 ans
2008	62,52 ans
2009	62,89 ans
2010	63,26 ans
2011	63,63ans
2012	64 ans

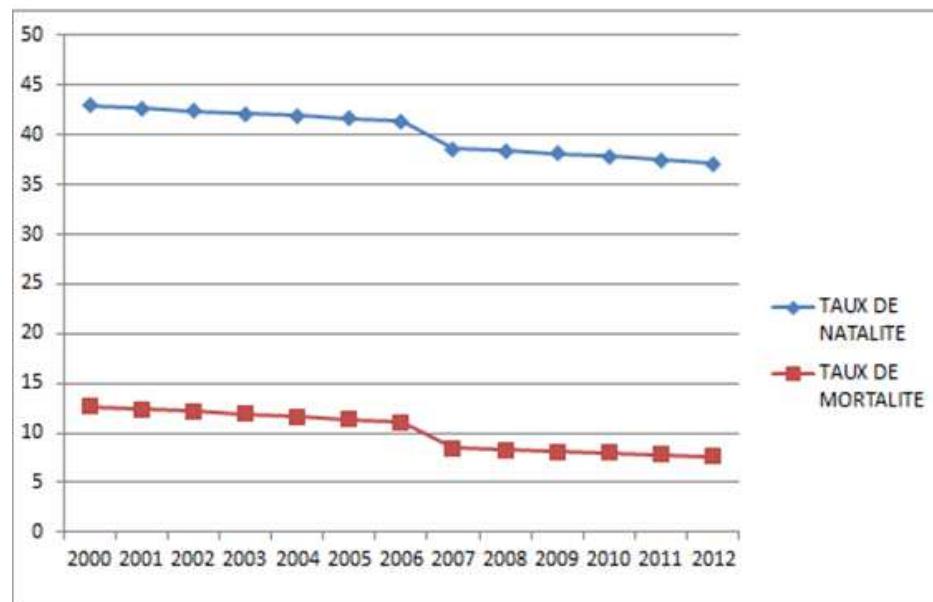
Source : Tiré à partir des données de l'INSTAT.

En regardant ce tableau, on a vu que l'espérance de vie à la naissance croit d'une année à une autre depuis l'année 2000. Ce qui signifie que les conditions de vie de la population s'améliore grâce aux nombreux programmes mises en œuvres par les responsables ne citons que la politique de lutte contre l'insuffisance alimentaire, les programmes sanitaires pour les femmes enceintes et les enfants moins de 5 ans.

I.2 Le taux de mortalité et le taux de natalité

Pour pouvoir effectuer l'analyse de la population malgache, suivre l'évolution du taux de natalité et du taux de mortalité semble indispensable du fait que l'écart très large de ces taux explique le taux de croissance de la population. Le graphe qui suit représente l'évolution de ces deux taux depuis l'année 2000.

Figure 4 : Taux de natalité et taux de mortalité depuis 2000



Source : Tiré à partir des données de l'INSTAT

Depuis l'année 2000, on constate une diminution continue du taux de natalité et du taux de mortalité à Madagascar. D'ailleurs, le taux de natalité est largement supérieur au taux de mortalité .Entre l'année 2000 et 2003, le taux de natalité varie entre 42,92 et 42,16%. Ce taux diminue jusqu'à 41,41% à l'année 2006. Seule entre l'année 2006 et 2007 qu'on a trouvé une baisse importante de ce taux qui passe de 41'41% à 38,38%.

A partir de cette année, le taux de natalité connaît une diminution faible allant de 38,38% à 37,13% en 2012. Concernant le taux de mortalité, on a constaté également une baisse un peu significative entre l'année 2000 et 2006 passant de 12,69% à 11,11%. Entre l'année 2006 et 2007, ce taux a connu une diminution importante de 11,11% à 8,51. Dès là, la baisse de ce taux reste un peu faible.

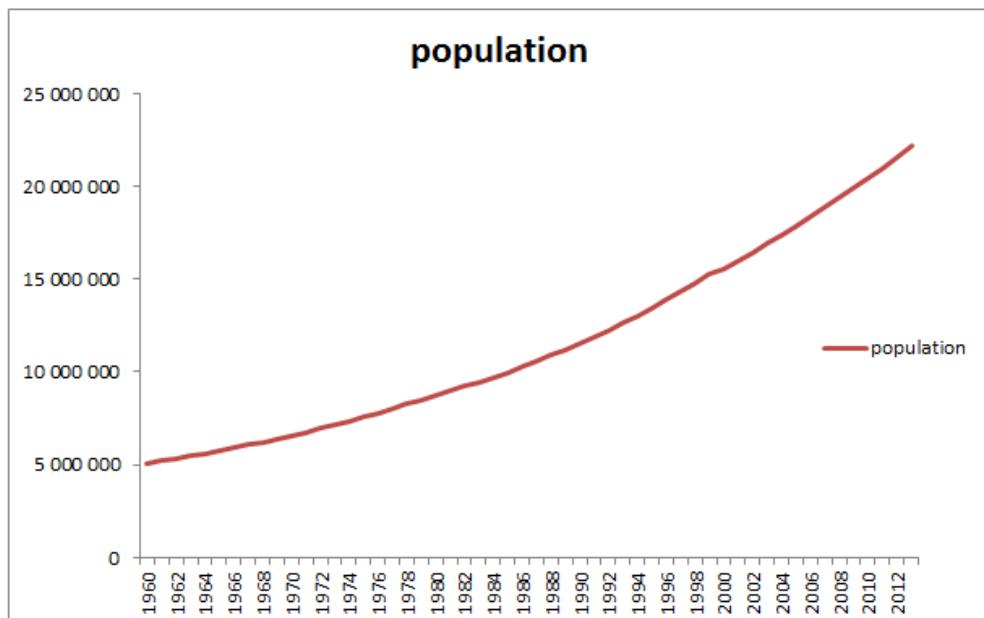
En outre, l'écart très important de ces deux taux entraîne la forte croissance de la population malgache. Si le taux de natalité était de 42,16% en 2003, le taux de mortalité était de 11,88%. Dans ce cas, le nombre de naissance est largement supérieur au nombre de décès. Ce mouvement du nombre de la population continue jusqu'en 2012 et que le nombre de la population malgache ne cesse de s'accroître avec un taux moyen 2,8%²². Pourtant, même si le taux de mortalité affiche une baisse, il est encore préférable que ce taux soit minimum pour la Grande Ile.

I.3 Evolution du nombre de la population depuis l'année 1960

Depuis des années, la population malgache ne cesse de s'accroître et qu'elle est presque se doubler à tous les ans. En 1960, elle s'est compté au nombre de 5 099 371 des habitants contre 8 746 516 en 1980. De 1981 à 2000, elle passe de 8 983 494 à 15 744 811 habitants soit une croissance moyenne annuelle de 2,8%. La figure qui suit représente l'évolution du nombre de la population malgache depuis l'indépendance.

²² Selon l'hypothèse moyenne de l'estimation de l'effectif de la population nationale.

Figure 5: Evolution du nombre de la population malgache depuis 1960



Source : Créer à partir des données de l'INSTAT

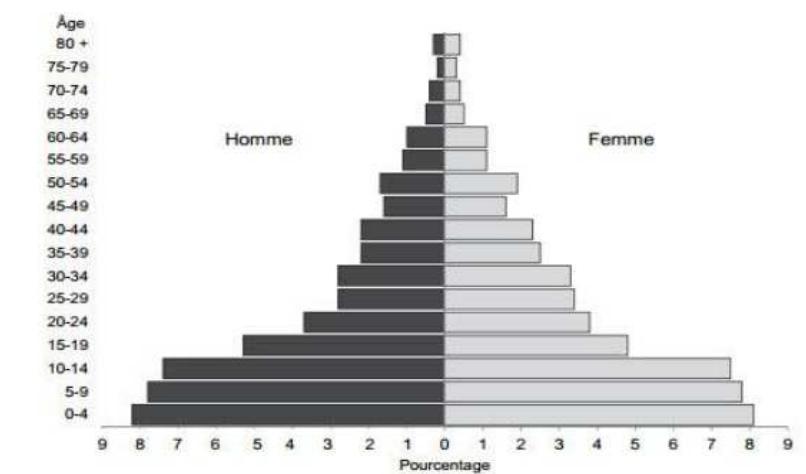
De 1960 en 2013, en moyenne le nombre de la population malgache s'est compté environ 11 721 532 des habitants dont c'est en 2013 qu'on enregistre le plus haut niveau et en 1960 le niveau le plus bas. En d'autre terme, durant 53 ans, la population malgache affiche une croissance de 350% .En faisant une simple lecture, on constate que le nombre de la population malgache ne cesse jamais d'augmenter avec un taux annuel de 2,8% selon l'hypothèse moyenne. En 2000, le nombre de population malgache s'est compté au nombre de 15 259 000 et que 49,9% sont des hommes et 51,1% femmes .Depuis cette jusqu'en 2005, cette répartition de la population selon le sexe est stable. On a constaté aussi une répartition inégale de la population nationale dans l'espacement 2005, par exemple, 78% des malgaches résident en milieu rural et 22% seulement en milieu urbain. Selon l'EPM 2010²³, le nombre de population malgache est compris entre 19,6 et 20,8 millions sur cette année et que 79,7% sont en milieu rural. On a constaté aussi que c'est la région d'Analamanga et Vakinakaratra sont les plus peuplés parmi les 22 régions composant la Grande Ile. D'après ces mêmes projections, il est

²³ INSTAT, *Enquête Périodiques auprès des Ménages, DSSM , Antananarivo, 2010 ,page 41*

estimé que la population est inégalement réparties que ce soit en milieu urbain ou en milieu rural. En 2003, c'est la région d'Analamanga qui est la plus peuplés avec 3 348 794 des peuples. Cette population résidant dans la région d'Analamanga représente environ 15,33% de la population totale. Suivi en suite par la région de Vatovavy Fitovinany avec 1 416 459 des peuples soit 6,48% de l'effectif total de population. On a trouvé également que c'est la région du Melaky qui est la région le moins peuplés avec 289 594 de population. D'ailleurs, on constate une diminution des nombres de la population en 2013 par rapport en 2008 pour la région d'Amoron'i Mania qui passe de 770 680 à 715 027 de population. C'est peut être que le phénomène de l'exode rural qui explique cette situation.

Le graphique suivant donne la pyramide des âges de Madagascar en 2013.

Figure 6 : Pyramide des âges de Madagascar en 2013



Source : INSTAT/EIPM 2013

En regardant la pyramide des âges de la Grande Ile en 2013, on constate une base très large. D'ailleurs, la population âgée de moins de 25 ans s'est comptée au voisinage de 64% de la population totale et que le moins de 15 ans sont près de la moitié. De ce fait, la population malgache a une caractéristique en général jeune. De cette année également, on a constaté que 100 femmes contre 98 hommes du point de

vue rapport de masculinité. La population vivant en milieu rural est plus important par rapport au nombre de ceux qui vivaient en milieu urbain. Elle s'est compté environ 83% de la population totale.

En outre, une ménage compte en moyenne 4,5 personnes²⁴. En moyenne, presque 78% des foyers sont dirigés par des hommes. Ce qui signifie qu'à peu près 22% des ménages sont dirigés par les femmes et que cette situation est plus importante en milieu urbain qu'en milieu rural soit 27% en milieu urbain contre 21% en milieu rural. Pour le ménage constitué de 9 personnes et plus, la fréquence est beaucoup plus élevée au monde rural qu'en monde urbain.

En ce qui concerne la ratio de dépendance démographique qui est le nombre des personnes âgées entre 15 et 60 ans en dépendances pour 100 personnes indépendantes de même tranche d'âge, ce ratio est de 95,2%²⁵ selon l'EPM 2010. Ce ratio est fortement lié aux tailles des ménages à part le facteur âge. En effet, du fait de l'importance de la taille des ménages en milieu rural par rapport au milieu urbain, ce chiffre est plus élevé sur le monde rural soit 105,4 contre 67,3 en milieu urbain. On peut dire que ce ratio se disperse selon le milieu de résidence.

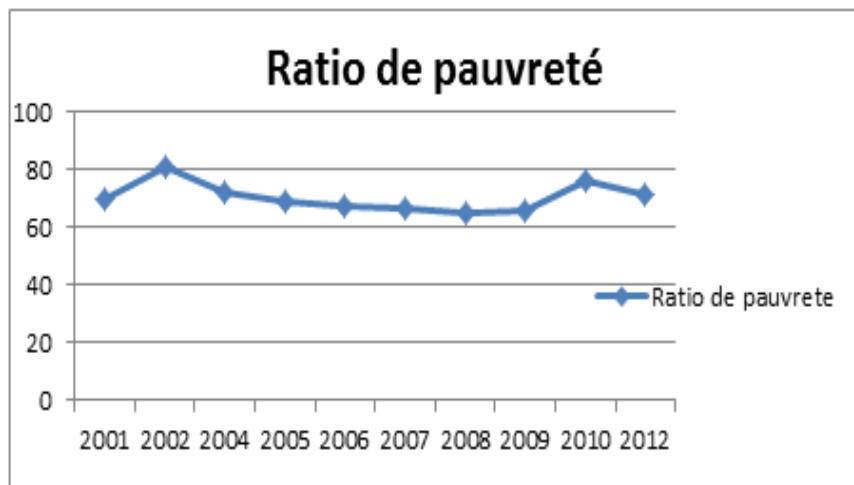
I.4 Population et pauvreté à Madagascar

Parlant de la pauvreté incite sans doute de penser à ses dimensions. Il est important pour un pays donné de suivre l'évolution de la cette phénomène pour pouvoir prendre certaines décisions à mettre en œuvre. Pour le cas de Madagascar, on constate une évolution un peu significative quel que soit le seuil de pauvreté considéré. Ce taux accuse une augmentation entre l'année 2000 et 2001. Pourtant, ce ration fait un mouvement décroissant entre l'année 2002 et 2005 mais suivi encore d'une nouvelle augmentation de cette année à l'année 2010 et connaît ensuite une nouvelle baisse entre l'année 2010 et 2012. Le schéma qui suit représente l'évolution de ration de pauvreté à Madagascar.

²⁴INSTAT, ENSOMD 2012-2013 , Résumé, page 15

²⁵ INSTAT, ENSOMD 2012-2013 , Objectif 1, page 26

Figure 7 : Ratio de pauvreté à Madagascar



Source : Crée à partir de données de l'INSTAT

Depuis plusieurs décennies, Madagascar n'a pas arrivé de trouver une véritable politique de contre la pauvreté. D'après ce tableau, le ratio de pauvreté a surtout beaucoup fluctué durant les périodes 2001 et 2012. En effet, la Grande Ile accuse un pic de ratio de pauvreté en 2002. A jusqu'à 65,4% en 2008. L'arrivée de la crise politico-économique en 2009 a modifié la situation. A cette date, ce ratio augmente encore jusqu'à 66% et 76,% en 2010 selon le ENSOMAD²⁶. La pauvreté est inégalement répartie dans l'espace. En effet, parmi les 76,5% de la population considéré comme pauvre, 48,5% vive dans le milieu urbain et 77 ,3% en milieu rural. Il est notoire que 52,7% des pauvres vive dans un état d'extrême pauvreté. Par ailleurs, une baisse du ratio de pauvreté de 5 points a été enregistrée en 2010. Cette tendance à la régression en largement valable dans le milieu urbain et au milieu rural. Par conséquent, une diminution de 5,7% a été vécue pour le milieu urbain et 4,9 points en milieu rural entre l'année 2012 et 2010. Le phénomène d'adaptation stabilisant la situation des ménages pourrait avoir une relation avec cette diminution ou bien la concentration des certaines activités dans les régions spécifiques peut également faire en sorte les ménages dans la situation de pauvreté.

²⁶ MINISTÈRE DE L'ECONOMIE, *Rapport des mises en œuvre du programme annuel*, 2013,page 2

En bref, l'espérance de vie à la naissance des malgaches reste encore à son niveau faible malgré une amélioration depuis l'année 2000. On constate également un taux de natalité élevé à Madagascar ; ce qui explique la forte croissance de la population avec un rythme moyen de 2,8% par an. Actuellement, la population malgache reste détient un caractère jeune et que elle est inégalement répartie dans les régions que composent la Grande Ile. Qu'en-est-il à propos des facteurs sociodémographiques de la pauvreté à Madagascar.

II LES FACTEURS SOCIO-DEMOGRAPHIQUES DE LA PAUVRETE

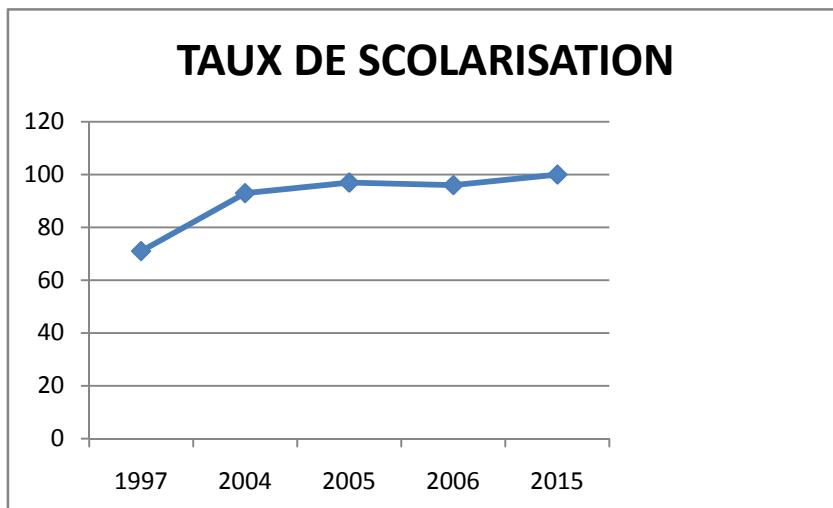
L'IDH tient une place importante sur l'analyse de développement pour pays donné. Concernant Madagascar, cet indice est de 0,48 en 2012 et on le qualifie encore comme faible. Cet indice mesure la qualité de vie moyenne de la population et il comporte trois dimensions. Premièrement, l'espérance de vie à la naissance est la condition préalable pour avoir une longue vie et la possibilité d'une bonne santé. Vient ensuite le niveau de scolarisation mesuré à partir du taux de fréquentation scolaire et du taux d'alphabétisation. Puis le standard de vie qui se mesure par le pouvoir d'achat.

II.1 L'éducation primaire à Madagascar

Madagascar s'est engagé à la réalisation de l'objectif n°2 des OMD. Dans ce cas, cela nécessite une amélioration sur le système éducatif de la Grande Ile. Pour atteindre l'objectif « éducation pour tous », la mise en œuvre des plans de l'éducation nationale devrait être faire face. Dans ce cas, l'Etat malgache a effectué deux réformes en matière de la qualité de l'éducation afin que celle-ci apporte un effet positif sur le développement de la nation. Cette réforme se fait de pas à pas depuis l'année 2000. En effet, l'Etat a visé que l'enseignement primaire soit gratuit en 2003 et a pu recruter des nombreux enseignants en matières de subvention salariale. Arrivé en 2008, Il vise à allonger la durée de l'éducation fondamental jusqu'en 10 ans et qu'en parallèle la

langue nationale est utilisée en matière d'éducation à la place de la langue française. La crise est venue en 2009 et il y a eu un changement de pouvoir et par conséquent on n'a pas suivi le rythme préétabli. La suite de cette réforme reste alors comme un enjeux majeurs jusqu'en 2012, l'entrée de l'éducation pour tous.

Figure 8 : évolution du taux de scolarisation depuis 1997 en 2006

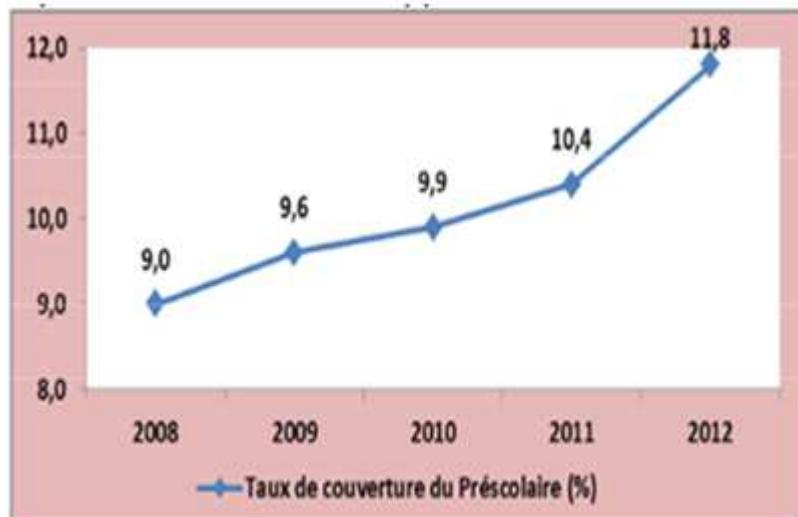


Source : Madagascar, Rapport OMD 2007

On a vu qu'en prenant comme année de référence l'année 1997, le taux de scolarisation ne cesse de s'accroître. Entre l'année 2004-2005, Madagascar a enregistré une hausse de taux de scolarisation de 4% .Entre l'année 2005-2006, on a reconnu une diminution de 1% mais par rapport à l'année de référence, il y a eu une augmentation de 25% du taux .En général, cette évolution en matière d'éducation est due à la suppression des droits d'inscription, effets des campagnes massives de promotion de la scolarisation, plusieurs mesures tendant à l'amélioration de l'offre scolaire et dotation des kits scolaires aux enfants. En 2007, on constate également une augmentation du taux de scolarisation par rapport aux années antérieurs. Cette situation est due à la prise en charge du Ministère de l'Education nationale de l'éducation préscolaire. Il est important de souligner que l'éducation primaire est une étape importante pour le développement des enfants dans le but de lui former sa personnalité et afin de lutter contre l'abandon et l'échec scolaire. La

figure suivante donne l'évolution du taux de préscolarisation depuis l'année 2008 jusqu'en 2012.

Figure 9: Evolution du taux de préscolarisation à Madagascar



Source : Tracé à partir des données du Ministère de l'Education Nationale

On constate donc une évolution remarquable de la couverture du préscolaire pour la Grande Ile. Pourtant, le taux de l'éducation préscolaire reste faible pour les milieux ruraux.

Selon l'ENSO MD 2012-2013, le taux de scolarisation a connu une baisse remarquable entre l'année 2010 et 2012. La nécessité de travailler, la perception négative de l'école, les problèmes financiers touchant les parents pourraient être les principales causes de cette situation. En plus, certaines raisons liées à la fiabilité du système peuvent être causé le non atteint des objectifs fixés. En outre, le taux de scolarisation varie dans l'espace. Dans la région d'Analambana, Itasy et scolarisation est important pour la région DIANA, Sofia, Analambana, Itasy et Analanjirofo. Dans les zones²⁷ où la principale activité de la population est l'élevage, la culture, on accuse un taux net de scolarisation inférieur à la moyenne nationale de 69,4%. En ce qui concerne l'achèvement de

²⁷ Androy, Anosy, Melaky, Menabe, Atsimo Andrefana, Betsiboka, Ihorombe, Boeny, Atsimo Atsinanana, Vatovavy Fitovinany et Bongolava

primaire, il n'y a que le tiers des élèves qui ont fini le cycle primaire soit environ de 33% selon l'ENSOMD²⁸.

En ce qui concerne l'enseignement secondaire, le taux brut de scolarisation aux collèges affiche une progression continue. Le tableau suivant récapitule donc cette évolution.

Tableau 2 : Evolution du TBS des collèges

Année scolaire	Taux Brut de Scolarisation
2007-2008	41,3%
2008-2009	43,2%
2009-2010	47,2%
2010-2011	52,3%
2011-2012	54%

Source : Ministère de l'Education Nationale

D'après ce tableau, ce taux ne cesse de s'augmenter depuis l'année scolaire 2007-2008 jusqu'en 2012 qui passe de 41,3% à 54%. Grace à la priorité menée au prés de ce niveau d'enseignement par les responsables et aussi aux fortes pressions à l'expansion que cette évolution a eu lieu d'une part et à l'aspiration totale des parents à encourager leurs enfants de poursuivre leurs études d'autre part.

Du point de vue du taux brut de scolarisation aux lycées, on a connu une amélioration significative passant de 13,5% en 2009 à 19,3% en 2012. Cette progression a pour origine la création des lycées auprès des certains districts et communes, l'amélioration du système pédagogique et

²⁸ INSTAT, *Enquête Nationale sur le Suivi des Objectifs Millénaires de Développement, 2012-2013, Objectif 2*, DSSM, Antananarivo, page 30

l'utilisation des technologies. Pourtant, du fait que le cout et les charges pour les parents croissent sans cesse, ils sont obligés de ne plus envoyer leurs enfants à étudier.

Concernant l'enseignement technique et la formation professionnelle, des efforts ont été déployés pour faire face à la mondialisation actuelle et le rythme de la nouvelle technologie. Par rapport à l'année 2011, le nombre des apprenants pour 100 000 habitants reste invariable en 2012. La manque des capacités d'accueil, des infrastructures pédagogiques et aussi l'insuffisance des nombres des enseignants et des formateurs ainsi que l'accès limités pour certaines sont les raisons principales de cette situation.

II.2 L'enseignement supérieur et la recherche scientifique

Du côté de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, le tableau suivant donne l'évolution des effectifs des étudiants.

Tableau 3 :Evolution des effectifs des étudiants pour 100 000 habitants de 2007/2008

Désignation	2008	2009	2010	2011	2012*
Etudiants pour 100 000 habitants	310	339	345	385	395
Etudiants	62 069	71 374	74 598	85 548	90 288
Public :	50 633	59 782	57 165	64 349	69 075
06 Universités	42 058	50 854	47 893	52 028	53 894
INSTN	21	43	44	58	55
03 IST	1 024	1 108	1 241	1 349	1 698
CNTEMAD	7 530	7 777	7 987	10 914	13 428
Privé	11 436	11 592	17 433	21 199	21 213

*effectif provisoire

Source : MESUPRES / Service Statistique

En regardant ce tableau, l'effectif des étudiants accuse une légère augmentation depuis l'année universitaire 2007/2008 jusqu'à l'année 2011/2012. D'ailleurs, on constate que 48% du nombre des étudiants aux

universités publics et privés sont de sexe féminin en 2012. Il faut signaler également que les universités disposent 1234 enseignant pour 53 894 étudiants ; équivaut à un ratio d'un enseignant pour 44 étudiants en 2012. Au niveau international, selon le RMDH 2013²⁹, le Taux Brut de Scolarisation (TBS) de l'Enseignement Supérieur au niveau mondial en 2002-2011 a été de 28,7% contre 4,1% pour Madagascar, 2,2% pour le Tchad et 1,5% pour le Niger.

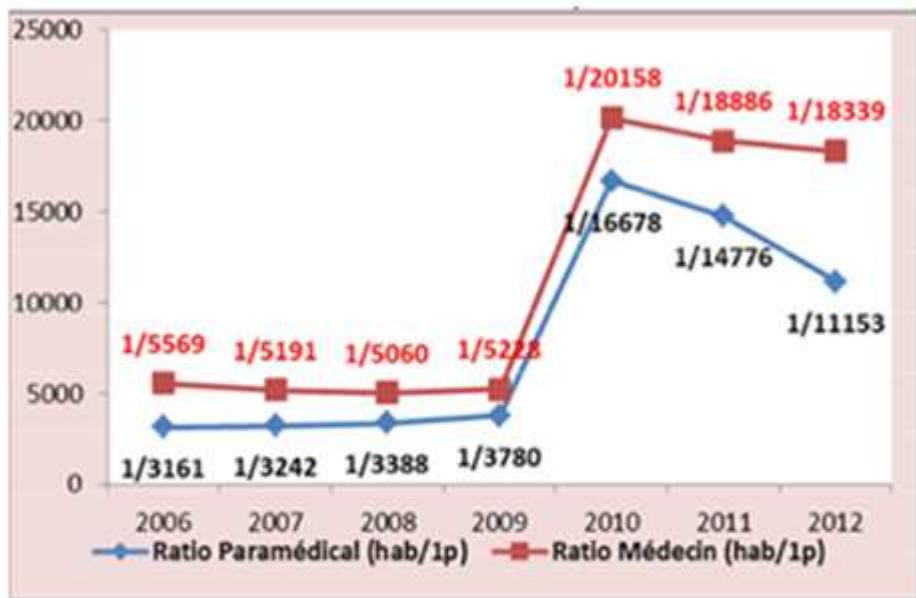
Bref, l'accès de la population à l'éducation reste encore un défi primordial pour le pays afin que les malgaches puissent saisir les nouvelles technologies et les nouvelles connaissances. On pourrait avancer que le niveau d'éducation reste encore à son niveau faible par rapport aux effectifs des enfants et des jeunes malgaches.

II.3 Population et Accès au système sanitaire à Madagascar

Analyser la santé de la population semble important du fait qu'une population touché par plusieurs maladies ne peut pas produire. Par ailleurs, la mesure de l'accès de la population est un fait inoubliable pour mesurer le développement économique dans un pays donné. Pour Madagascar, l'offre en matière de santé reste encore très faible. Etant donné que le nombre de médecin par habitant s'est amélioré depuis quelques années, l'évolution du ratio reste faible soit 1/5281 habitant en 2007 contre 1/5288 habitant en 2005. Le nombre de médecin recruté par les autorités responsables reste le principal facteur qui explique cette augmentation. Si le nombre de dentiste connaît une augmentation trop rapide, le nombre d'infirmier par habitant connaît une stagnation. Le graphe suivant représente l'évolution de la proportion du nombre de Paramédical et de Médecin par habitants au niveau des Formations Sanitaires Publiques.

²⁹ MINISTÈRE DE L'ECONOMIE, *Rapport des mises en œuvre des programmes*, DSM, Antananarivo, page 96

Figure 10 : Evolution de la proportion du nombre de Paramédical et de Médecin par habitants au niveau des Formations Sanitaires Publiques



Source : MINISTÈRE DE LA SANTE PUBLIQUE, *Annuaire des statistiques Sanitaires*, Antananarivo, 2012

Durant la période 2003-2006, l'objectif étant de diminuer le taux de mortalité des enfants ou mortalité infantile. Alors, on a constaté le dépassement des objectifs fixés car ce taux est de 48% entre l'année 2008 et 2009 au lieu de 58 selon l'EDS. Les fortes activités en matière de vaccination, de partage de certains vitamines, l'allaitement maternel et ainsi que la prise en charge des maladies touchant les enfants sont les facteurs qui ont aidés à atteindre³⁰ cette meilleure situation. Ainsi, Madagascar a été dit comme le bon exemple en matière de réduction du taux de mortalité infantile. Concernant le ratio paramédical de l'habitant, il reste encore très faible, par rapport au ratio recommandé par l'OMS³¹, pour le cas de la Grande Ile soit 1 paramédical pour 11 153 habitants en 2012 contre 1 paramédical pour 16 678 habitants en 2010. En plus, l'objectif fixé en matière de taux de consultation externe des CSB n'est pas atteint due aux fermetures des certaines centres enclavés et à la manque des personnels responsables. Alors, ce taux n'est que 28,20% sur un objectif de 40,0% en 2012 contre 32,8% en 2011, 31,2% en 2010, 34,5% en 2009, 37,6% en 2008, 38,2% en 2007 et 39,10% en 2006. Du

³⁰ INSTAT, EPM 2010, p 133

coté ration médecin par habitant, si l'OMS recommande un ratio de 1/10 000, il est à l'ordre de 1/18 339 en 2012 contre 1/ 5060 en 2008. On pourrait dire qu'avant l'année 2009, c'est ratio est un peu satisfaisante tandis que depuis l'année 2010, on a enregistré une dérogation de la situation.

D'ailleurs, on a constaté en 2010 que c'est les régions d'Analamanga, DIANA, Atsimo Andrefana sont les vulnérables aux maladies. Selon l'INSTAT, ces régions enregistrent un taux inférieur à 10%. De cette même année, c'est les enfants âgées moins de 11 moins sont les plus touchés par les maladies dont 22,7% pour les milieux urbains et 21,8 pour les milieux ruraux. Néanmoins, plus la tranche d'âge augmente, plus la proportion des gens touchés par les maladies diminuent. Malgré les diverses interventions, la population fréquente de moins en moins les CSB, le taux de fréquentation externe passe de 28,20 % à 29,2% pour l'année 2013 contre 37,6% en 2008. Etant donné que la couverture vaccinale a pu dépasser l'objectif fixé plus de 80% jusqu'en 2012, elle a une chute importante jusqu'à 58,5% en 2013. La détérioration des infrastructures et la fermeture de nombreux CSB ont aggravé le problème d'accès à la santé.

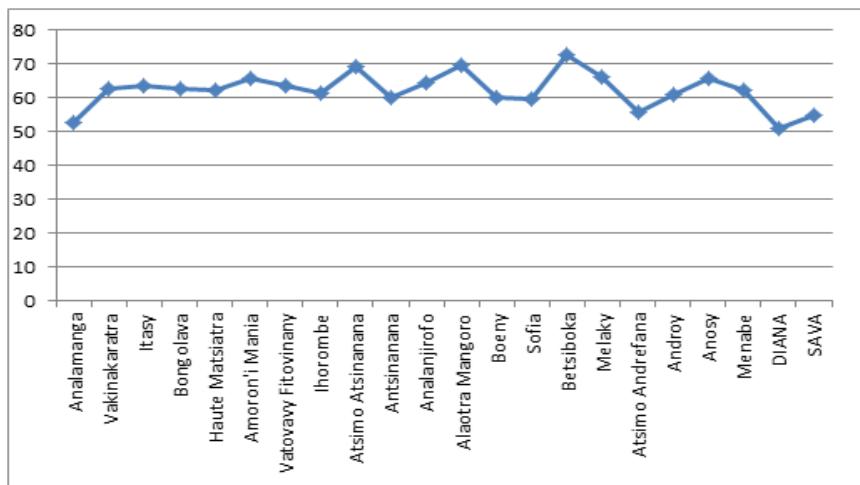
Bref, la population malgache augmente avec un taux en moyenne 2,8% selon l'hypothèse moyenne de l'estimation de l'effectif total de la population. Alors que l'environnement social reste encore dans sa situation alarmante. Certains efforts devraient encore mener pour embellir les conditions de vie de ménages. Passons maintenant à l'analyse empirique de la production rizicole et consommation du riz à Madagascar.

II.4 Population et emploi à Madagascar

Pour un pays donné, pour combattre la pauvreté, créer l'emploi pour la population est un moyen pour en faire face. Selon l'EPM 2010, le taux d'activité à Madagascar est 63,7% en 2010. Cela signifie que plus de 6 individu sur 10 âgé de 5 ans et plus ont l'intention de s'insérer sur le marché de travail. Ce taux varie dans l'espace, c'est-à-dire pour les 22

régions composant Madagascar. Ce taux est plus important en milieu rural qu'en milieu urbain. Le graphique suivante donne les taux d'activités pour les 22 régions de Madagascar en 2010.

Figure 11: taux d'activité en 2010 pour les 22 régions.



Source : Crée à partir des données de l'INSTAT

En analysant cette graphique, on a constaté que c'est la région de Betsiboka qui enregistre un taux d'activités le plus élevé par rapport aux autres régions et c'est la région de DIANA qui a un taux le plus bas pour l'année 2010. Il est notoire que sur cette année, le taux d'adhésion des hommes dans la vie économique ou bien leur taux d'activité est plus élevé par rapport à celui des femmes tant pour le milieu rural que pour le milieu urbain.

Entre l'année 2000 et 2007, la Grande Ile fait partie des pays où le taux de chômage est faible soit 2,7% de la population active selon la déclaration du BIT. Mais cette situation se détériore à partir de l'année 2009 à cause des crises politiques et socio-économique vécues par le pays. De ce fait, plusieurs entreprises sont obligés de fermer leurs portes et qui entraînera par la suite l'augmentation des chômeurs. En effet , ce taux devient 3,8% en 2010 pour Madagascar s'il était de 2,8% en 2005. On enregistre donc une augmentation de 1 point. Par ailleurs, la situation est non souhaitable pour Madagascar puisque près de 60% des chômeurs sont des jeunes. Environ de 495000 des étudiants diplômés sont sur la recherche d'emplois en selon le BIT mais ils n'arrivent pas à se

débarquer dues à la crise politique à Madagascar. De son côté, la demande du travail des entreprises ne cesse de décroître à partir de l'année 2009. En 2012, 12.838 demandes d'emplois ont été recensées dont 7.546 des hommes et 5.282 des femmes, alors que 9.696 offres d'emplois ont été enregistrées selon le MEI³².

Si on parle un peu de la situation de sous-emploi à Madagascar, il est près de 40% de la population active entre l'année 2002-2007. Si en 2009 le ce taux se situe à 47,6%, il se trouve à 42,2% en 2010. Cette situation a comme origines l'existence de la crise politico-économique vécue par le pays qui conduit à la suppression des milliers des emplois. Durant cette, on a enregistré don une baisse de 5,4 points. Etant donné les multiples actions menées pour remplir la situation, le sous-emploi massif a régné encore sur le marché du travail.

Quoi qu'il en soit, il n'y a que de créer un environnement macroéconomique sain, stable et incitatif pour les investisseurs peut remédier le problème de chômage et de sous-emploi à Madagascar. Pourtant, le va et vient des crises politiques à Madagascar oblige la population d'investir dans le secteur informel et d'y s'adapter.

Bref, l'accès en matière de santé reste encore très faible surtout sur en matière de consultation sur le CSB du fait du vieillissement des certains infrastructures et la fermeture de quelques centres. Du côté du taux de scolarisation, la politique de l'éducation pour Tous participe largement à l'amélioration du taux de scolarisation ; nonobstant des nombreux efforts sont à promouvoir. Sur le domaine d'emploi, on assiste encore à taux de chômage élevé sur la nation depuis l'année de 2007 si Madagascar était parmi les pays où ce taux est faible durant l'année 2006 jusqu'en 2007. Qu'en est-il donc de la pauvreté à Madagascar selon la croissance de la production rizicole et la forte croissance démographique.

³² MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DE L'INDUSTRIE, Rapport de mise en œuvre des programmes, 2013, page14

Chapitre IV : LA PAUVRETE SELON LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE ET LA CROISSANCE DE LA PRODUCTION RIZICOLE

La filière riz occupe une place importante sur la culture vivrière de Madagascar. En termes de volume, elle occupe la première place en milieu rural. Elle est pratiquée par des milliers de ménages soit 85% des exploitants agricoles. En effet, la riziculture tient sa part importante dans la vie économique du pays. Pourtant, l'analyse que nous avons faite ci-dessus montre que la population malgache ne cesse de s'accroître avec un taux moyen de 2,8% par an. Malgré les efforts menés par les responsables sur le territoire national, étant donné que le pays pratique la riziculture, des nombreux malgaches restent encore touchés par l'insuffisance alimentaire voire même pauvreté. Ainsi, la faible performance de l'agriculture a abouti Madagascar à une faible exportation et à devenir de plus en plus importateur de produit agricole. En regardant un peu l'histoire, depuis l'indépendance, Madagascar est parmi les pays exportateurs du riz mondiaux mais au milieu des années 90 les importations augmentent régulièrement. En ce moment, la Grande Ile dépend des importations à hauteur de 5% à 10% pour les besoins en riz.

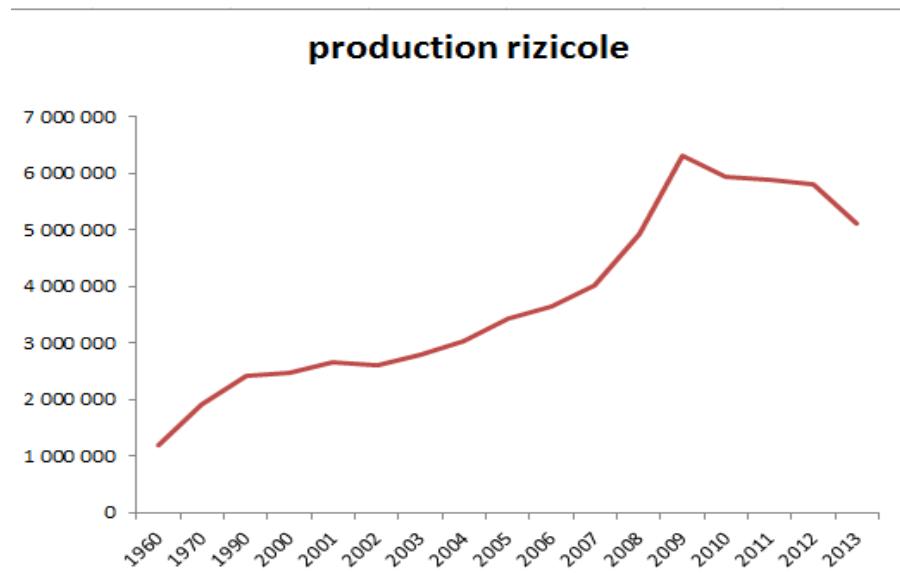
I LA PRODUCTION RIZICOLE ET LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE

Madagascar est parmi les pays à vocation agricole et que le riz est de loin la culture les importantes sur le territoire national. Il occupe jusqu'à 50% de la valeur ajoutée dans l'agriculture et que 45% des calories consommées par un malgache sont apportées par ce type d'aliment. Malgré tout, le rendement de l'agriculture surtout la filière riz a systématiquement chuté depuis quelques années. En effet, Madagascar est actuellement affiché sur la liste des importateurs étant donné que le riz est l'aliment de base de la population malgache. En plus, le prix du riz connaît une fluctuation saisonnière voire inter temporelle.

I.1 Evolution de la production rizicole

En 1960, la production en riz de Madagascar était de 1 200 000 tonnes soit un équivalent de riz blanc de 792 000 tonnes. En termes de production par tête, cette production correspond à 235, 4Kg par tête. Au début des années 70, elle a pesé 1 900 000 tonnes de paddy soit 1 354 000 tonnes de riz blanc. Dans 10 années donc on a constaté une augmentation de la production nationale de 58,33%. Sur longue période, la production de paddy a cru à un rythme d'environ 2%, soit un taux largement inférieur à celui de la population. Depuis l'année 1970, la Grande Ile a affiché un peu de stagnation soit une croissance annuelle moyenne de 1%. Le taux d'accroissement annuel de la production rizicole est estimé à partir de l'année 80 à 2,5 tonnes par hectares. Pourtant, la population de son côté de cesse de s'accroître également. Le graphique suivant montre l'évolution de cette production depuis l'année 1960.

Figure12: évolution de la production rizicole de Madagascar depuis 1960



Source : Tracé à partir des données du Ministère de l'Agriculture

Grace aux conditions climatiques favorables, aux impacts des programmes³³ et actions menées par les dirigeants et à l'augmentation

³³Programme d'Action pour le Développement Rural(PADR), l'opération petite matérielle agricole, l'opération d'engrais, le développement de la recherche

des superficies cultivées, on constate une hausse de 7,06% la production de paddy en 2003 par rapport à l'année précédente.

D'après ce schéma, la production rizicole de la Grande Ile a enregistré une hausse considérable depuis 2004 jusqu'en 2009 soit 3 030 000 tonnes de paddy en 2004 contre 6 295 564 tonnes en 2009. Cette évolution est due à la mise en place du Système Riziculture Intensive ou SRI. Malgré cette situation souhaitable, à partir de l'année 2009, la production nationale comme à se dégrader jusqu'à 5 105 980 tonnes en 2013. Pour la campagne 2012-2013, on a connu une chute 699 820 tonnes par rapport à l'année 2012 .Plusieurs facteurs expliquent cette mauvaise situation ne citons que les aléas climatiques et ainsi que les cataclysmes naturels tels que le passage des cyclones, la grêle, la sécheresse, les maladies, les rats, les criquets et autres insectes nuisibles à la récolte. D'ailleurs la diminution des services menés aux paysans rend en régression la production. On constate également t qu'à partir de l'année 2009, la production rizicole de Madagascar enregistre une baisse chronique. La présence des certaines crises que ce soit politique ou économique favorise cette situation non souhaitable.

Entre 2000 et 2003, le taux de croissance annuel moyen de la production rizicole pour la Grande Ile est de 1,29% alors que le taux de croissance de la population annuel est estimé à 2,8%. En effet, la production par tête était de 167 kg en 2000 contre 191 Kg en 2005. Cette ration augmente jusqu'à 315,6 Kg par tête en 2009.Selon le MAEP³⁴ également, la disponibilité en riz par tête aurait baissé de 160 kg/an dans les années 60 à environ 115 kg/an aujourd'hui. L'accessibilité à la nourriture est probablement la caractéristique de la sécurité alimentaire qui s'est la plus dégradée.

Du fait du problème politico-économique vécue par le pays en 2009, cette production par tête diminue dans le temps et dans l'espace et qu'elle baisse jusqu'à 230,6 Kg par tête en 2013.

³⁴MAEP, *Deuxième rapport national sur l'état des ressources phylogénétiques de l'alimentation et de l'agriculture*, www.agriculture.gov.mg, juillet 2009, visité le 21 janvier 2015 , page 2.

I.2 Les atouts et la contrainte de cette filière

L’importance de la filière rizicole dans l’économie de Madagascar et surtout sur l’activité des ménages malgaches n’est plus à démontrer. Pourtant, cette filière accuse des forces mais aussi des faiblesses à la réalisation de la production.

I.2.1 Les atouts de la filière

Il est notoire en milieu physique Madagascar se situe dans les zones où les cultures riz est favorable. On se trouve sur l’Ile une vaste plaine qu’on peut aménager afin de faire une riziculture intensive et des plaines alluviales. On note également que le savoir-faire de paysan séculaire, le développement de potentiel de recherche, le niveau de consommation élevé, une adéquation entre des bassins versant et la forte population et ainsi que le prix de revient compétitif sont de surplus des atouts de cette filière la Grande Ile. D’ailleurs, on ne peut ignorer les impacts directs du projet de développement menés aux zones de couverture. Parlant des atouts d’ordre économique et politique à part le prix de revient à bord champ, l’existence des services micro-finances permet de faciliter le financement des paysans, l’instauration des postes avancés de la gendarmerie rend tranquille les agriculteurs face aux vols, constituent les forces du pays sur ce secteur d’activité. L’abondance des mains d’œuvres dans le monde rural est un atout négligeable dans le cas où il permet le bon fonctionnement de la culture.

I.2.2 Les contraintes de la filière

Parler la force de cette filière implique inéluctablement de parler la faiblesse. Les faiblesses de la riziculture sont d’ordre milieu physique, naturel, économique,etc. La dégradation de l’environnement naturel, la pollution des atmosphères et ainsi que les conditions météorologiques de Madagascar pourraient entraîner une diminution des rendements rizicoles. La pratique de culture traditionnelle comme le tavy et la culture pluviale, l’enclavement des zones de production où les collecteurs profitent les producteurs et les consommateurs et la baisse de la fertilité

du sol sont des conditions déterminant aussi la baisse de production et la motivation des producteurs. Par ailleurs, le niveau bas d'instruction des agriculteurs obligent ceux-ci de résister à l'ancienne technique de production. Si on essaie de parler le problème d'ordre technique, la défaillance des réseaux d'irrigation, le non maîtrise de l'eau aux surfaces irriguées et la difficulté d'adaptation aux nouvelles techniques sont des problèmes rencontrés également sur le secteur rizicole. On ressent également que la faible diversité de crédit et sa rareté, la complexité de procédure d'acquisition de la terre, le cout élevé de l'acquisition des titres, la lourdeur bureaucratique et ainsi que le cout élevé des mains d'œuvres sont des contraintes d'ordre économique de la filière riz. On ne peut pas oublier aussi les stratégies d'autoconsommation, l'aversion aux risques financiers et la forte concurrence sur le marché international.

I.3 Le rendement rizicole à Madagascar

Pour mesurer la performance du secteur agricole, le rendement de rizicole est une mesure principale pour Madagascar du fait de l'importance du riz dans la consommation et la vie économique des ménages. L'augmentation du rendement rizicole contribue alors sans doute dans la réduction du problème alimentaire touchant la plus des malgaches. Concernant les types de culture pratiquée dans la Grande Ile, on pourrait dire qu'il est faible. Ce rendement se repartie comme suit dans les régions où l'étude a été effectuée³⁵ : il est de 0,7 tonnes par hectare pour le culture sur brulis, 1,2 tonnes/ ha pour les riz précoces ou bien varyaloha ;0,9 tonnes/ha pour le riz de tanety et 1,9 tonnes par hectares pour le riz de principal saison de culture. Des nombreuses raisons peuvent expliquer ce faible niveau de rendement rizicole. Selon MINTEN Bart³⁶ : « *Ce faible niveau pourrait partiellement s'expliquer*

³⁵Ces valeurs sont basées sur les résultats d'une enquête extensive auprès des communautés rurales organisée par IFPRI/FOFIFA dans presque 200 Fokontany de la province de Majunga, Fianarantsoa, et de la région de Vakinakaratra.

³⁶ MINTEN Bart Niveau, Evolution et Facteurs Déterminants des Rendements Rizicoles à Madagascar, page 1

par la diversité significative des contraintes sur la production rizicole malgache - diversité écologique et types climatiques variables,infrastructure d'irrigation et routière, maladies des plantes et autres risques , le faible niveau d'utilisation des intrants et les moyens insuffisants à la disposition du gouvernement et des agriculteurs vis-à-vis de ces différentes contraintes ». Cette baisse du rendement varie selon le type de culture pourtant on l'estime à l'ordre de 11% à 30% dans les dix dernières années passées. D'ailleurs, parmi les communautés où on a effectué l'enquête, on a trouvé une différence très significative. Parmi eux, 21 pour cent ont un rendement supposé élevé en période de saison principale par rapport à ce qu'il y avait 10 ans auparavant alors que 27 pour cent des communautés rapportaient une baisse moyenne du rendement rizicole de plus de 25 pour cent au cours de la dernière décennie. Le changement des emplois des intrants peut expliquer une partie de cette différence.Les communautés caractérisées par une sécurité rurale plus élevée et ayant accès à l'irrigation, à la vulgarisation, au crédit formel, mais spécialement aux intrants agricoles ont été en mesure de maintenir ou d'augmenter les rendements. Ainsi, il semble que ces éléments sont des facteurs clé pour une évolution positive du rendement du riz depuis la libéralisation des marchés agricoles vers le milieu des années 80.

I.4 L'évolution de la consommation du riz à Madagascar

Etudier l'évolution de la consommation du riz implique une étude concernant l'autoconsommation, le niveau d'importation en riz du pays. Pourtant, il est difficile d'estimer le niveau de la consommation pour un pays donné grâce à l'existence de l'autoconsommation des agriculteurs qui n'est pas enregistré. D'ailleurs certaines ont connu l'autoconsommation de quelques périodes. En général, la destination de la production de paddy c'est la vente et l'autoconsommation. Madagascar est classé parmi les pays grands consommateurs de riz dans le monde. Selon l'étude fait par le projet MADIO³⁷, la consommation de riz des

³⁷ PROJET MADIO, *La question rizicole à Madagascar,n°9653E*, pg5.

ménages afortement chuté sur longue période. Entre 1962 et 1993/94, la consommation de riz est passée de 142,5 kg par personne et par an à 107 kg, soit une baisse de 25% à l'échelle nationale. C'est en milieu rural que la réduction du ratio en riz est la plus accusée. Elle atteignait 146 kg en 1962, mais n'était plus que de 107 kg en 1993/94. Cette dégradation touche toutes les provinces, et plus particulièrement le faritany de Toliara (-47%), d'Antananarivo (-37%) et de Toamasina (-36%). En milieu urbain, la dégradation est moins prononcée et est inférieure à - 6%.Pourtant, la diminution de la consommation du riz ne ferait pas des problèmes si elle se fait en parallèle avec d'autres aliments substituts du riz ; traduisant une diète plus équilibrée. En fait, la réalité ne se passe pas comme l'on a souhaité ; le besoin en riz affiche une tendance à s'accroître.

En 2003, la consommation du riz pour une année par habitant en milieu rural est de 138 kilogrammes et en milieu urbain, il est chiffré à 118 kilogrammes en 2003. Si on essaie d'estimer don la consommation du riz pour la population total durant cette année, il est estimé à 4 328 448 000 kilogrammes soit 4 328 488 tonnes. D'ailleurs, nous importons 280 800 tonnes de riz durant cette année.Etant donné l'augmentation de la production rizicole à chaque année, la Grande Ile n'arrive pas exporter le riz comme auparavant, on assiste à nos jours la hausse des importations. En effet, cela implique que la production nationale n'arrive pas à couvrir les besoins de la population nationale, il reste encore un trou à remplir. Cette situation est fortement liée à la faiblesse du rendement rizicole soit 2t/ha seulement. En effet de l'année 2000 à 2003, la part des importations du riz n'a cessé de s'accroître soit 3,7% en 2000 et 7,7% en 2003. Par exemple, en 2003 la production de paddy pour Madagascar est de 2 800 000 tonnes équivaut à 1 848 000 tonnes en riz blanc, la besoin de la population est de 2 253 000 tonnes. En regardant la part des importations du riz dans l'importation totale, elle est toujours à son stade raisonnable .Elle est raisonnable au sens où son volume diminue d'une année à une année.

On constate en 2005 que 38% de la production totale en riz sont destinées à l'autoconsommation tandis que 46,8 % sont destinés à la vente. C'est la région d'Analamanga, Antsinana, Melaky et Analanjirofo qui ont enregistré la part important de l'autoconsommation. En 2010, 54,3 % de la production sont destinées également à l'auto sommation. Vu le nombre important de la population, il est sans doute de dire que la Grande Ile exprime un tonnage importants en matière d'importation du riz. Pour l'horizon, on prévoit le chemin vers une consommation normale de 145 Kg par personne pour une année alors que la production nationale était de 5 932 550 tonnes.

En bref, les déterminants de la consommation du riz sont complexes. Ils sont fonction des nombreux facteurs ; non seulement le revenu des ménages mais également de l'habitude de consommation des régions. Il s'agit donc de bien de première nécessité.

I.5 L'évolution du prix du riz à Madagascar

Etant donné l'occupation d'une place importante du riz dans le panier de consommation des malgaches, son prix s'affiche comme le déterminant du bien-être de la population. Abondance des récoltes, le niveau et la stabilité du prix assurent également la sécurité alimentaire des ménages malgaches. L'insuffisance de la production due des fois à des facteurs naturels pourrait influencer immédiatement sur les ratios alimentaires et donc sur l'approvisionnement sur le marché. Il est important de noter que le prix du riz local est très variable dans le temps et dans l'espace. On constate que la formation du prix dépende essentiellement sur la situation existante est-à-dire en période de récolte le prix est généralement bas et période de soudure, il se trouve à un niveau plus cher et ainsi que le prix du riz importé.

En 2004 par exemple, on a constaté une crise sur le marché du riz. En effet, le prix du riz augmente d'une manière substantielle au début de l'année 2005. De ce fait, le prix du riz local a flambée à Madagascar jusqu'à un niveau supérieur de leur parité par rapport au prix du riz importé. En quatrième trimestre de l'année, le prix du riz local

diminue mais il reste encore à son niveau supérieur par rapport à celui du riz importe. Durant ce dernier trimestre, au fur et à mesure que la fin d'année s'approche, le prix du riz ne cesse d'augmenter. Il est 927 Ariary le Kilo pour le makalioka, 937 Ar pour le tsipala et 919 Ar pour le varygasy contre 905 Ar le kilo pour le makalioka, 916 Ar pour le tsipala et 903 Ar pour le varygasy en mois d'octobre. Dès là, le prix du riz sur le marché national ne cesse de s'accroître. Cette augmentation du prix du riz aura comme conséquence la réduction du pouvoir d'achat des consommateurs et donc l'effet négatif sur leur consommation. Pourtant, les vendeurs nets de riz sont touchés et leur production va diminuer si le pris baissa. En effet, les ménages ayant une autosuffisance en riz, vendeur à la récolte avec prix bas et acheteur en période de soudure avec prix cher, seront pénalisés par la fluctuation saisonnière du prix du riz. Du fait de l'augmentation de la production locale, le prix du riz s'est évolué lentement pour l'année 2006 à 2008 que ce soit en terme de prix du paddy ou que ce soit pour le prix du riz blanc. Pour l'année 2009, on a constaté également qu'une lente progression du prix se continue par l'amollissement des activités de collecte et des pratiques des subventions au prix à la consommation selon le VPEI³⁸.

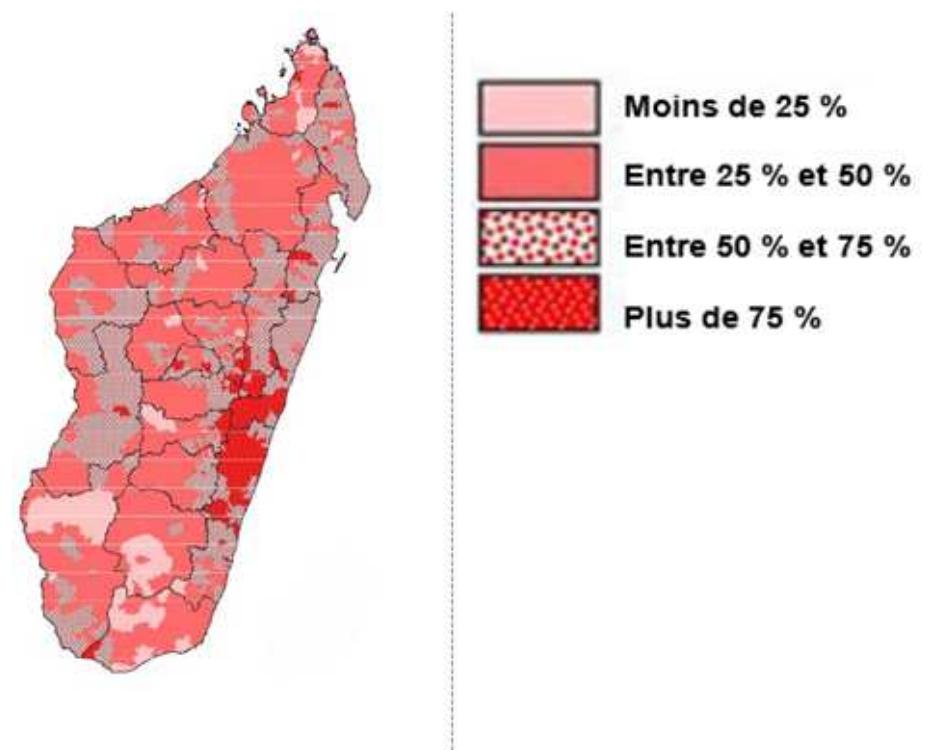
I.6 La pauvreté alimentaire et la forte croissance démographique

En se référant à la théorie de Malthus, le rythme de la croissance de la population supérieur à celle de la production rizicole. L'augmentation trop rapide de la population peut freiner la croissance économique de Madagascar. Les jeunes sont nécessairement consommateurs avant d'être producteurs, de sorte que, dans la Grande Ile, des moyens de production doivent être affectés à la fourniture de biens de consommation pour satisfaire les besoins initiaux des jeunes générations au lieu d'être affectés à la constitution des équipements qui seraient nécessaires pour donner une impulsion décisive à la croissance. Depuis quelques années, les responsables et les bailleurs des fonds ainsi que quelques organismes internationaux ont mené des efforts pour lutter

³⁸ VPEI, *Situation Socio-Economique à Madagascar, Aout 2013, page 15.*

contre la pauvreté alimentaire à Madagascar ne citons que le Système Riziculture Intensive ou SRI. Ce système vise à rehausser les rendements rizicoles sans avoir effectuer des grands investissements et une grosse injection en terme monétaire. Il met surtout l'accent sur le tallage du riz dans les 20 premiers jours après le semi. D'ailleurs, ce mode de culture du riz vise donc de doubler ou triplé une majorité des productions locales et même quadruplé pourvu que les quatre principes³⁹ sont scrupuleusement appliqués. De ce fait, on a constaté une augmentation de la production rizicole au niveau national. Pourtant, la population, de son coté, ne cesse d'augmenter. Madagascar reste encore sur la liste des pays importateurs du riz du fait du non couverture des besoins locaux. Par conséquent, l'insécurité alimentaire à Madagascar atteignait une proportion dramatique. Alors, la plupart des malgaches sont touchés par la pauvreté alimentaire.

Figure 13: Pourcentage des personnes vivant en insécurité alimentaire.



Source : INSTAT

³⁹Les quatre principes du SRI : repiquer les plantes les plus jeunes possibles, repiqué un par un en ligne carrée et très espacés, sarcler mécaniquement plusieurs fois, mettre le moins d'eau possible jusqu'à l'apparition des fentes de retraits.

Selon les derniers chiffres disponibles, 50 à 65 % des ménages malgaches sont vulnérables à l'insécurité alimentaire et que 38% de la population rural ont faim. On a relevé également qu'environ 58% des ménages urbains ont une difficulté de se nourrir surtout pendant la période de soudure ou « maintsoahitra ». Parmi eux, 34 à 37% affichent une sérieuse difficulté de trouver la nourriture, en particulier le riz, durant la période de novembre, décembre et janvier. Selon l'étude réalisée par le FAO⁴⁰, 2.7 % des ménages ruraux en insécurité alimentaire sévère, 24.8 pour cent en insécurité alimentaire modérée, 61.2 % à risque. Ainsi, le taux d'insécurité alimentaire (sévère et modérée) est en total 27.5 % des ménages enquêtés. Ce pourcentage est équivalent à 3 957 618 ménages rurales souffrent d'insécurité alimentaire dans les 20 régions couverts par l'enquête. Dans les mêmes régions, seul 11.3 pour cent des ménages vivent en sécurité alimentaire.

La dimension spatiale de l'insécurité alimentaire est beaucoup plus favorisée dans la Grande Ile. La région Sud est le plus touché du fait de la condition climatique existante ; leur situation encore plus dramatique. La faim affecte beaucoup plus les ménages dirigés par les femmes. En effet, afin d'assurer la survie, la population du sud réduit la consommation du riz en mangeant des céréales substituts du riz.

En effet, la pauvreté alimentaire est sans doute lieu sur la nation. Parlant de la pauvreté alimentaire se de poser la question en terme de quantité et de qualité ainsi que l'accès aux aliments. Concernant la quantité, il faut qu'une personne reçoive 2133Kcal par unité de consommation. Sachant tout cela, quelque parties de la production du riz est destinées à l'autoconsommation, est ce que cette proportion satisfait-elle la besoin en riz des paysans. En approfondissant l'analyse, à chaque fois qu'ils se nourrissent, est ce que la quantité consommé arrive-t-elle de lui apporter 2133 Kcal ? Si on suppose que la quantité autoconsommé par les paysans puisse satisfaire leurs besoins, pourquoi la hausse du prix en période de soudure lui faire souffrir. Ces constations nous amènent de tirer la

⁴⁰FAO , Rapport Spécial, 09 Octobre 2013, visité le 22 Janvier 2015, www.fao.org, page 40.

conclusion partielle suivante : l'insuffisance de la production rizicole à Madagascar explique la non satisfaction des besoins en riz de la population, qui à son tour va afficher une nécessité des importations pour faire face à la demande de la population

Il est important de souligner que la pauvreté prédomine en milieu rural ; presque 3/4 des populations sous alimentés sont en monde rural. Concernant Madagascar, presque 80% des malgaches sont pauvres et la plupart vit en milieu rural. Des paysans mal situés et mal lotis, mal équipés et ainsi que des petits artisans et commerçants sont touchés par la sous-alimentation dans ce monde. Pourtant, la pauvreté en milieu rural n'est plus depuis longtemps un phénomène naissant pour les dirigeants et la plupart des malgaches. On constate que de nombre élevé de la population vit dans la pauvreté extrême qui est le résultat des processus très actuel. Cette situation aura comme répercussion sur tous les aspects de la vie de la société. D'où le cercle vicieux de la pauvreté est un phénomène très célèbre. Là elle-même pourrait être source de la pauvreté. La pauvreté alimentaire regroupe donc la malnutrition, l'insuffisance de l'accès aux aliments, etc. Si la plupart des malgaches se trouvent actuellement dans la situation de mal nutrition, elles n'auront pas beaucoup de force pour faire face aux travaux quotidiens. Pour être plus clair, supposons que les paysans ou bien les facteurs de productions sont en situation de sous-alimentation, ils n'auront pas don d'énergie ou des forces pour aller produire. En effet, ils n'arriveront jamais à labourer la mémé surface que l'année dernière ; par conséquent la production nationale va chuter et ainsi de suite. Cette situation peut se justifier à Madagascar du fait que, la plupart des paysans ou cultivateurs restent encore sur la technique rationnelle et il n'y a pas même beaucoup parmi eux d'utiliser des machines y afférentes.

I.7 Etude économétrique

Dans cette section, nous allons étudier si l'augmentation de la population a influence sur la production rizicole de la Madagascar. Pour ce faire, la méthode moindre carrée ordinaire ou MCO sera à utiliser pour

traiter les données. Nous allons utiliser le logiciel de traitement des données statistiques STATA12 du fait que celui-ci est facilement manipulable. Les données à utiliser sont celles qui des INSTAT et des autres Institutions Nationales. Pour ce faire, nous prendrons comme hypothèse le fait que l'augmentation de la population aura un impact sur la croissance de la production nationale.

Voici l'équation à considérer :

$$Y_i = a \text{POP}_i + b + \varepsilon_i$$

Avec i : année d'observation

Y : la production rizicole ; variable à expliquer

POP : nombre de la population ; variable explicative

ε : erreur

b : constant ; a : coefficient de variation de la production nationale par rapport à la l'augmentation du nombre de la population.

On va supposer également que les conditions suivantes sont satisfaites :

- $E(\varepsilon)=0$

- La variance empirique de POP est non nulle

- Les aléas sont homosédastiques c'est-à-dire $V(\varepsilon_i/\text{POP}_i)=\delta^2$

D'après l'estimation par la méthode Moindre Carrée Ordinaire, on obtient les résultats suivants :

Tableau4 : résultats des estimations par MCO

	Somme carrée	Degré de Liberté	Moyenne de somme carrée
Variable explicative	2,1748e+13	1	2,1748e+13
Résiduel	4,5431e+12	12	3,7860e+11
Total	2,6291e+13	13	2,0224e+12

Nombre d'observation = 14

$$F(1 ; 2) = 57,44$$

$$R^2 = 0,8272$$

$$R^2 \text{ ajustée} = 0,8128$$

Y(production)	coefficient	Erreur	t	P>ItI	IC 095%	
					Borne inférieur	Borne supérieur
POP	0 ,5613903	0,07407	7,58	0	0,4	0,72275
CONSTANT	-6586494	1430635	-4,60	0,001	-9703578	-3469409

D'après ce tableau, notre modèle s'écrit comme suit :

$$\mathbf{Y=0,5613903POP -6586494}$$

Le coefficient de détermination $R^2=0,8272$ montre la pertinence du modèle et que ce dernier est stable du fait qu'il n'y a pas d'écart important entre R^2 et R^2 ajustée. Cela signifie que la croissance de la population a une influence sur la croissance de la production nationale.

➤ Passons maintenant au test de significativité globale de paramètre au seuil 95%.

Hypothèse : $H_0 : a=0$

$H_1 : a \neq 0$ c'est-à-dire le paramètre est non nul

La règle de décision se formule comme suit :

- Si $F > F_{\alpha=0,054}(1 ; 12)$: on rejette l'hypothèse H_0
- Si $F < F_{\alpha=0,054}(1 ; 12)$: on accepte l'hypothèse H_0

En lisant la table statistique on a : $F_{\alpha=0,054}(1 ; 12) = 4,75$

En comparant donc les deux valeurs de Fischer calculée et Ficher théorique, on rejette l'hypothèse $H_0 : a=0$; ce qui signifie que le modèle est globalement significative.

➤ Concernant la significativité individuelle du paramètre, si le paramètre a est non significatif, cela ne modifie guère la prédiction du modèle du fait que ce paramètre vérifie déjà la significativité globale. En effet, on peut dire que la croissance démographique exerce des impacts sur la croissance de la production rizicole.

➤ Projection : si on suppose que la production nationale atteint le chiffre fixé en 2018 et à partir de cette année la production nationale augmente 2% par an et si de l'autre côté la population augmente avec un taux annuelle de 3% ; l'équation suivante donne la relation entre la

croissance de la production et la croissance démographique de 2018 en 2040.

$$Y = 0,2986 \text{POP} + 4991193$$

Avec R² = 0,9992 et R² ajusté = 0,9991

II LES POLITIQUES DE REEQUILIBRAGE

On a vu ci-dessus que la production rizicole à Madagascar n'arrive plus à couvrir les besoins de la population grâce à la forte croissance de cette dernière. En effet, il n'est pas moins des personnes malgaches qui sont touchés par la pauvreté selon cette optique. Cela nécessite donc une politique adéquate afin de rééquilibrer la croissance de ces deux taux. L'amélioration de la productivité agricole surtout le riz serait un moyen pour faire face à cette pauvreté. Une autre vision aussi devrait à mettre en parallèle avec l'augmentation de la production rizicole qui est la limitation de la naissance ou bien trouver des céréales substituants du riz afin de diminuer les besoins en riz.

II.1 Accroître la production nationale

Accroître la production dépend surtout de l'augmentation du rendement. Si la production rizicole s'accroît, les besoins en riz de la population connaîtra aussi une amélioration en termes de couverture. En 2010, la politique du développement rizicole prévoit une consommation supposée comme normale de 145 Kg par tête et par an avec une exportation autour de 1,8 million de tonnes de paddy. En effet, il est important de suivre la continuité du SRI qui vise une production 5 fois en 2009 par rapport en 2006. Pour atteindre donc les objectifs fixés, il est important de mettre un défi pour remédier les différentes faiblesses et contraintes de la filière.

II.1.1 La Stratégie Nationale du Développement Rizicole

II.1.1.1 Les objectifs visés de la SNDR

Conscient du non recouvrement de la production rizicole des besoins de la population, l'Etat malgache a entrepris une stratégie

nationale pour la production du riz à Madagascar du fait que cette filière affecte beaucoup la population tant au niveau de la consommation qu'au niveau de la commercialisation. Stratégie adaptée au contexte nationale et au flambement du prix du riz sur le marché international. Tout comme la politique du développement agricole, la Stratégie Nationale du Développement Rizicole vise les objectifs suivants :

- Assurer la sécurité alimentaire dans toutes les régions
- Contribuer à l'amélioration de la croissance économique
- Améliorer les revenus et la situation des acteurs de la filière.

Le principal défi du secteur rizicole met l'accent sur la capacité à accroître la production en quantité et en qualité du secteur pour assurer la sécurité alimentaire de la population malgache et d'approvisionner les industries pour l'exportation. En plus, la potentialité de la Grande Ile agro-écologique permet à la grande île de diversifier leur production agricole. Des nombreux bassins versants constituent encore une grande potentialité pour Madagascar et qui lui permet d'amener son niveau national et international.

Du fait que le riz joue un rôle moteur pour la Grande Ile, il est important de mener l'action dans les zones à fortes potentialités pour l'intensification de la production. En matière d'extension, l'utilisation des techniques agro-écologiques semble importante pour les rizicultures pluviales afin de mieux garantir les zones les plus vulnérables. Ces zones sont les suivants :

- Au Nord : il regroupe la région de DIANA et SAVA
- Au Nord-Ouest : la région de Maintirano, la plaine de Marovoay et d'Ambato Boéni, Mampikony, Port-Bergé, Antsohihy, et les zones moyennes ou hautes altitudes de Befandriana, Mandritsara.
- Le Centre Ouest : elle regroupe le versant ouest de Madagascar entre Morondava et Morombe.
- Les Hauts plateaux : correspond à la partie centrale de Haute Terre de Madagascar

- Alaotra : région pilier de la production rizicole de la Grande Ile, avec des cuvettes versante.

Les objectifs spécifiques de cette stratégie visent à satisfaire la consommation intérieure et élargir le marché d'exportation tout en professionnalisant les producteurs en vue de l'augmentation de la production nationale.

Le SNDR vise également à intensifier et à moderniser la production, à améliorer l'accès les conditions d'accès à l'irrigation, à préserver les ressources naturelles, etc. Pour ce faire, le renforcement de la sécurité en milieu rural devrait être en parallèle et les stratégies de communication seront également à promouvoir.

Les objectifs en 2018 sont représentés dans le tableau suivant.

Tableau 5 : Superficie, rendement et production rizicole en 2008 et les objectifs visés en 2018

Année	Moyenne ou Total		
	Superficie Ha	Rendement En T / ha	Production En Tonnes
2008	1 620 615	3,03	4 914 452
2013	2 500 000	4,22	10 550 000
2018	2 600 000	4,65	12 100 000

Source : MAEP,Stratégie de développement du secteur agricole à Madagascar, 2004

En regardant cette projection, dans 11 ans, la production nationale sera 3 fois en 2018 par rapport en 2008. Si la population nationale est estimée à 26 154 700 habitants en 2018, la production par tête sera donc 462,63 Kg. En effet, si la lettre de la politique nationale de la production rizicole

estime une consommation moyenne supposée normale 145 KG par personne par an, on aura donc une marge de 317,63 KG.

II.1.1.2 Les stratégies par sous-secteur

Pour atteindre donc l'objectif fixé, la SNDR a ses actions à faire par sous-secteur tels en matière de semence, engrais, sécurité, etc.

II.1.1.2.1 Les semences

Si au paravent, le système semencier à Madagascar est pris en charge par des différents acteurs et à des différents niveaux, la SNDR vise une production agricole malgache compétitif et abondance mais également bonne renommée. Soutenir sur le long terme le développement de l'agriculture et participer à la réduction de la pauvreté via l'économie nationale apparaît comme le premier objectif de cette stratégie. Dans ce cas, il s'agit donc d'inciter l'agriculteur à utiliser des facteurs variété semence afin d'atteindre le plus vite possible le développement rapide et harmonieux du marché semencier. En effet, la professionnalisation de la filière et l'assurance de la disponibilité ainsi que la manipulation des utilisateurs finaux des semences de bonne qualité devrait être mise en place. Les actions à entreprendre sont donc s'articulent autour des trois axes .Les chiffre suivantes représentent les indicateurs du résultat escompté :

- Surface emblavés avec des semences améliorées : 5-10% de la surface totale
- Augmentation du rendement sur la surface emblavée : 10 à 50% suivant les cultures et les régions.

II.1.1.2.2 Les Engrais

La stratégie nationale pour le développement du secteur engrais repose sur trois axes stratégiques.

- ✓ *Axe 1 : mobilisation nationale concertée de la filière engrais*

Dans ce cas, tous les acteurs touchés dans le monde rural sont à mobiliser à l'échelle nationale dans le but d'assurer une augmentation considérable de l'utilisation des fertilisants pour une hausse rapide de la production rizicole.

✓ *Axe 2 : Utilisation rationnelle des engrais*

L'augmentation des performances économiques des exploitants, un développement du système productif rentable et durable, maximisation de la rentabilité de l'utilisation des engrais et des types des engrais adéquates, économiser sur les engrais minéraux par l'utilisation rationnelle des ressources fertilisants locale et de l'eau sont les points viser dans cet axe.

✓ *Axe 3 : améliorer l'accès au financement.*

L'objectif vise donc une capacité d'acquisition des engrais à tous les niveaux

✓ *Axe 4 : Professionnalisation de la commercialisation*

L'objectif consiste donc à renforcer le professionnalisme en matière de distribution des inputs agricoles tel que l'engrais et assurer l'approvisionnement durable, respecter la norme de qualité.

II.1.1.2.3 L'irrigation

Madagascar dispose des nombreux bassins versant, elle tient la deuxième place pour les pays d'Afrique Sub-saharienne en termes de paramètre irrigué. La stratégie pour le développement de l'irrigation vise donc à améliorer la disponibilité et l'utilisation efficace de l'eau dans les structures d'irrigation, renforcer la durabilité de la structure en tenant compte des perspectives techniques, agricoles, environnementales et sociales. Le tableau qui suit représente les objectifs à atteindre en 2008 pour l'irrigation.

Tableau 6 : Objectifs à atteindre pour le développement de l'irrigation.

Année	2008	2013	2018
	OBJECTIF	OBJECTIF	OBJECTIF
Réhabilitation (Ha)	20 000	150 000	200 000
Entretien par travaux communautaires (Ha)	10 000	50 000	75 000
Nombre de barrage	15	80	80
	120	200	200
Extension (Ha)	5 000	10 000	10 000
Structure de gestion AUE	100	200	250

Source : MAEP

Pour atteindre ces objectifs, les actions suivantes devront exécuter : réhabiliter ou moderniser les périmètres existants, développer les structures d'irrigation efficace, renforcer les capacités des unités concernés par la gestion d'irrigation.

II.1.1.2.4 La Mécanisation

Pour atteindre la hausse de la production, la mécanisation agricole est une des stratégies principales du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche ; tout en parallèle avec la vulgarisation des techniques rizicoles et les diverses sous-secteurs que nous avons évoqué ci haut. Du fait que, peu des exploitants ont utilisé des matériels mécanisé, de nos jours, nombreux efforts sont consentis pour la relance de la mécanisation agricole tels que : facilitation d'acquisition du matériel agricole pour les agriculteurs, exonérations des taxes d'importation pour les agriculteurs, la coopération de l'Etat avec d'autres Etats.

Tableau 7: les objectifs à atteindre pour le développement de la mécanisation

Année	2008	2013	2018
Besoins (Unités)	10 420	32 000	34 000
➤ Petits matériels	10 000	30 000	30 000
➤ Matériels motorisés	420	2000	4000
Mise place CUMA (Unité)	5	10	15
Mise place central d'achat(Unité)	30	40	60
Promotion de cultures motorisées sur grandes surfaces	15 000	150 000	250 000

Source : MAEP

Pour atteindre ses objectifs, voici les grandes lignes d'action : renforcement de tous les capacités et des moyens de tous les acteurs, développement du partenaire avec des pays du monde entier, créer un environnement social, économique et politique stable afin d'inciter le secteur privé, faciliter l'acquisition des matériels agricoles en collaborant avec les institutions privés et banques.

II.1.1.2.5 Le financement rural

Le problème majeur tous les paysans sont d'abord le moyen financier pour développer ses activités. Un des moyens pour faire augmenter la production nationale est de développer le financement rural. Même si le système de mécanisation sera à mettre en place, des paysans sans moyen financier de pourraient jamais acquérir des matériels agricoles modernes. D'où la nécessité de développer le financement rural. Voici donc trois axes stratégiques que la SNDR a proposés :

Axe 1 : amélioration du cadre économique légal et réglementaire pour un développement harmonieux du secteur micro finance.

Axe 2 : offre viable et pérenne de produits et services adaptés, innovants, diversifiés et en augmentation dans la zone non couverte et dans celles faiblement couvertes de la micro finance professionnels.

Axe 3 : organisation du cadre institutionnel de manière à permettre une bonne structuration et une conduite efficiente du secteur.

Bref, la stratégie nationale pour le développement rizicole vise un accroissement de rendement de production et une exportation de en milliers de tonnes. Cela signifie des marges seront envisager ; elle estime une production de 3 fois en 2018 par rapport en 2008. Il est vrai que seule l'augmentation de la production rizicole est le moyen le plus efficace pour pouvoir faire face à l'insécurité alimentaire, mais en parallèle on pourrait trouver des céréales substituts du riz qu'apporte la même valeur énergétique vu les potentialités de la Grande Ile.

II.1.2 Trouver des céréales substituants du riz

II.1.2.1 Les raisons en faveur

En consommant, l'objectif fondamental c'est de trouver une ration alimentaire équilibré dans le but de garder le bien fonctionnement et l'entretien de l'organisme. Pourtant, la production nationale en riz n'arrive plus à couvrir les besoins alimentaires de la population. Etant donné que la production rizicole connaisse des hausses mais la population, de son coté, s'accroit plus vite que cette production, d'où le problème d'autosuffisance alimentaire. En plus, Madagascar est un pays à vocation agricole, plusieurs céréales sont cultivables sur la nation. D'où la nécessité de changer l'aliment de base de la population malgache. Cela nous amène à penser que ce n'est pas seulement l'accroissement de la production rizicole qui peut faire face à la réduction du problème chronique de la pauvreté alimentaire et la sous-alimentation à Madagascar. En revenant un peu sur l'histoire, en période de famine au milieu des années 90, le sorgho occupait une place centrale pour assurer la survie de la population au moment où ils ont contraint de la consommation. Malheureusement, il a disparu de la base d'alimentation des malgaches et que la semence de qualité de cette céréale n'est plus existé dans la région sud de Madagascar. Néanmoins, il s'est remplacé

par la culture de maïs ; nonobstant le maïs ne peut pas assurer la production très élevé du fait que la région sud devient de plus en plus aride. Pour accroître l'approvisionnement locaux, le sorgho et le maïs à cycle court sont réinsérés par le FAO. Ce type de culture est moins sensible aux vagues de sécheresse. En effet, ces constations nous amènent à réorienter l'analyse sur la non remplacement de l'aliment de base des malgaches mais plutôt de trouver des céréales qui peuvent compléter les besoins alimentaires de Madagascar.

II.1.2.2 Les céréales substituts du riz

La potentialité de Madagascar en matière de ressources écologiques n'est plus à démontrer. De ce fait, davantage cultures, autre que le riz, sont profitables sur la nation afin de répondre aux besoins alimentaires de la population. D'ailleurs, les exploitants agricoles mettent en parallèles une stratégie compensatoire de la production en riz. Ce sont les maïs, le manioc et les patates et certains tubercules dont l'ampleur reste encore moins d'importance. Le tableau qui suit représente la production en céréale et tubercules substituants du riz.

Tableau 8: Superficies économiques, production, rendement, et revenu agricole par ménage pour quelques produits substitution du riz

Produits	Maïs	Manioc	Patate	Autres tubercules
Superficie économique moyenne ⁴¹	29	33 ,5	19,7	11,8
Production moyenne (Kg)	335,5	650,1	361,1	317,3
Rendement moyenne (T/Ha)	3,1	6,9	7,5	5,7
Revenu agricole annuel moyen (1000Ar)	138,2	155,6	91,9	124,5
Vente (1000Ar)	73,1	53,8	20,3	42
Auto consommation (1000 Ar)	65,1	101 ,7	71,6	82,6

Source : INSTAT, *EnquêtePériodique auprès des Ménages 2010,DSSM, Antananarivo.*

⁴¹ La superficie économique moyenne est en Are

Selon l'INSTAT⁴², 88% des ménages pratiquent la culture de manioc, 46% la patate et 42% le maïs. En moyenne, la production annuelle de maïs, patate et les autres tubercules se situent entre 300 et 350 Kg tandis que pour le manioc, elle est de 600Kg. Cette situation est comparable à celle du riz qui est autour de 600 à 700 Kg en termes de riz blanc pour une tonne de riz. Pourtant, il est temps de dire que le rendement de produits de substitution du riz est largement supérieur à celui du riz de paddy. Si le rendement à l'hectare du manioc est de 7 tonnes, celui du riz n'est seulement que 2,5 tonnes par hectares. Concernant la superficie économique exploitée, la culture du riz occupe 75 ares par ménages affichant une production moyenne d'une tonne par an tandis que celles des substituts du riz reste faible.

Même la stratégie nationale pour le développement rizicole ou bien la stratégie de trouver des céréales substituts du riz, l'importance de tout cela revient à la population. Quel que soit les politiques à mettre en œuvre, l'intérêt revient toujours à la population. En effet, une grande importance aussi devra à mettre en œuvre pour améliorer le niveau de vie de la population. La politique nationale joue donc un rôle fondamental.

II.2 Améliorer le niveau de vie de la population

L'analyse que nous avons faite jusqu'ici montre sans doute que la forte croissance de la population malgache ainsi que l'insuffisance de la production rizicole expliquent une grande partie de la pauvreté alimentaire sur la grande île. Pour remédier le problème, cela nécessite une politique visant à améliorer le bien-être de la population. Quelles politiques sont adoptées par les responsables à Madagascar pour en faire face.

⁴² INSTAT, *Enquêtes Périodiques auprès des Ménages 2010*, page 98

II.2.1 La politique nationale de la population de 1990-2001

Dans le but de promouvoir la croissance économique et pour remédier le problème alimentaire, l'Etat malgache devrait intervenir en déployant tous les moyens nécessaires afin d'aider la population dans tous les activités qu'ils réalisent. Dans ce cas, l'amélioration du bien-être est primordiale. La politique démographique est un moyen pour y faire face. La politique nationale de la population vise donc à intégrer la population dans le processus de développement. En effet, plusieurs objectifs sont donc fixés dans le PNP de 1990-2001 dans sa mise en œuvre.

Nombreux défis, considérés comme objectifs globaux, sont visés par le Ministère des Finances et du Budget comme :

- Réduire l'indice synthétique de la fécondité de 5,9 à 5
- Augmenter l'espérance de vie à la naissance de 52 à 54 ans
- Réduire la mortalité infantile de 96 pour 1000 à 76 pour 1000.
- Réduire la mortalité maternelle jusqu'à 300 pour 100 000 naissances vivantes.
- Augmenter la couverture vaccinale jusqu'à 90%.
- Augmenter le taux de prévalence contraceptive moderne 9,% à 20 % pour les femmes en union et de 7,3% pour toutes les femmes.
- Réduire de 50% la prévalence MST
- Réduire de 50% la prévalence malnutrition.

Pour atteindre ces objectifs, plusieurs acteurs sont mobiliser que ce soit au sein du Ministère ou dans d'autre domaines. Le rôle des acteurs sont d'assurer la mise en œuvre de cette politique. D'autres objectifs sont également associé à cette politique, que le responsable les considère objectif spécifique. Il s'agit donc :

- ✓ Favoriser la participation communautaire et le dialogue social
- ✓ Lutter contre la pauvreté.
- ✓ Promouvoir la capacité interne de fonds pour la pérennisation des actions de développement

- ✓ Maitriser les composantes de la démographie pour un développement durable et équitable.
- ✓ Améliorer le service d'accès aux systèmes sanitaires.

Le gouvernement utilise ces objectifs spécifiques comme référence ou base dans l'intervention spatiale et temporelle. En effet, il apparaît comme un élément critique pour les responsables dans sa réalisation et aussi dans les objectifs atteints par rapport aux prévus.

II.2.2 La politique nationale de la population depuis 2002

Vu le résultat de la PNP 1999 à 2001, il est encourageant mais le défi prévu n'est pas encore atteint. Nombreux population se trouve encore dans une situation défavorable voire désastreuse. Les dirigeants ne restent pas au bras croisés mais ils cherchent des programmes visant à améliorer les conditions de vie des ménages ou population les plus démunies. Plusieurs stratégies sont donc encore introduites dans la seconde génération de PNP comme la lutte contre la malnutrition, la promotion de l'éducation pour tous au premier cycle, promouvoir l'emploi ainsi que l'amélioration de la santé. Mais parmi ces diverses stratégies, une importance a été mise au secteur éducation et au service sanitaire. D'ailleurs, Madagascar s'est engagé dans la réalisation des objectifs millénaire du développement. Parmi les objectifs, assurer l'éducation primaire pour tous s'affiche au deuxième rang. Pour ce faire, Madagascar a visé 7 défis dans le cadre du MAP :

- Assurer l'action de tous les enfants aux opportunités du développement avant leur véritable scolarisation c'est-à-dire la préscolarisation.
- Instaurer un système éducatif performant
- Intensifier le système de l'éducation fondamentale du premier cycle et des collèges.
- Développer la formation professionnelle et améliore le système d'enseignement secondaire.
- Transformer l'enseignement supérieur.
- Mettre fin l'analphabète
- Développer l'aptitude mentale et morale des jeunes à travers le sport.

Dans la réalisation des OMD, plusieurs stratégies sont encore mise en œuvre en matière de santé dont elles ont de même importance telles que :

- ✓ Renforcement du planning familial,
- ✓ Intensification de la lutte contre la malnutrition ;
- ✓ Développement de la santé de la population ;
- ✓ Evolution vers une éthique plus utilitariste ;
- ✓ Réinsérer les groupes les plus sensibles
- ✓ Promouvoir l'égalité de genre et de l'autonomisation.

CONCLUSION

La population est le centre d'étude de toute science dans le monde ; l'intérêt de cette dernière revient toujours à l'homme. Pour un pays donné, la population joue un rôle important dans le développement économique au même titre que le facteur capital et les ressources naturelles. En résumé, l'analyse démographique constitue un des éléments nécessaires à l'analyse économique d'un pays. En effet, pour un pays donné, le niveau du nombre de la population ainsi que leur taille pourrait apparaître comme facteur ou blocage à la croissance économique. Depuis des siècles, plusieurs auteurs comme Malthus et les néomalthusiens ont mis l'accent sur la vision négative envers la population en terme de croissance économique, en partant de l'hypothèse de rendement d'échelle décroissant de la terre d'une part et d'autres comme Alfred S., Boserup ont eu une analyse en faveur de la population. Etant donné ces deux points de vue, pour avoir une croissance économique, certaines stratégies devraient être prise en compte ne citons que celle de Harrod-Domar et celle de Solow.

Même si le débat théorique sur l'effet de la croissance démographique à la croissance économique a été déjà abordé des siècles en avant, une bonne théorie visant à améliorer la productivité de la population est apparue à la fin des années 80 : la théorie du capital humain de Lucas et d'autres auteurs. Cette vision a mis l'accent sur le rôle de l'éducation à la croissance économique.

En effet, plusieurs théories économiques ont mis l'accent sur la relation entre la croissance démographique et la croissance économique que ce soit positive ou négative. Toutefois, le débat concernant le lien de ces deux phénomènes n'est jamais clôturé jusqu'à nos jours.

Concernant Madagascar, quelques théories sont pertinentes ne citons que celle de Malthus. Durant notre analyse, on a constaté que la population malgache ne cesse de s'accroître annuellement et elle presque de se doubler tous les 20 ans. De l'autre côté, le rendement de la production rizicole connaît une chute. En effet, il y a une insécurité alimentaire du

fait du non couverture des besoins. Cette situation explique largement que le rendement agricole est décroissante alors que la population augmente d'une manière exponentielle ; ce qui justifie bien la vision malthusienne à Madagascar. Egalement la théorie du capital humain de Lucas a aussi son importance dans la vie économique du pays. Un homme que ne sait lire ni écrire sera difficile à accompagner dans leur activité économique.

Actuellement, la Grande s'est engagé dans l'exécution des Objectifs Millénaires de Développement. Pourtant, l'objectif est jusqu'à nos jours loin d'être atteint dû aux nombreux raisons politiques. L'accès en matière de santé reste, au contraire, devient de plus en plus difficile voire impossible pour certains groupes de personne. De même pour l'éducation, la situation reste encore non satisfaisante étant donné que la Grande n'a que peu de temps pour exécuter les objectifs visés. En plus la pauvreté en milieu rural se persiste encore et que plusieurs ménages sont touché par la pauvreté alimentaire puisque la production rizicole, aliment de base de la population, n'arrive pas à couvrir les besoins exprimés par les peuples. L'importation se gonfle forcement. En outre, la crise cyclique vécue par les pays aggrave sans hésitation la situation qui est déjà dramatique. Vu cette état, davantage politiques et reformes devront être envisagé pour rééquilibrer la situation. Si la maîtrise de la naissance est le moyen de faire freiner le taux de croissance forte de la population, plusieurs personnes tiennent encore la culture malagasy « *Nyzaza no harena* ». En effet, il y ait une difficulté. La vision doit être donc mise à l'amélioration du niveau de vie de la population tout en parallèle avec les stratégies visant à augmenter la production nationale. Mais quoi qu'il en soit, un environnement macroéconomique, stable et incitatif est une des conditions nécessaires pour la croissance économique de Madagascar afin de responsabiliser chacun pour que celui-ci soit acteur au développement. En plus, il paraît évident que dans un marché hautement concurrentiel qui ne peut échapper à l'impact des troubles exogènes turbulences et ralentissement économique au niveau mondial ; seule une solidarité sans faille pourrait désamorcer une crise.

BIBLIOGRAPHIES

OUVRAGES

- ALFRED Sauvy, « *Eléments de démographie* », Collection Thémis -Sciences sociales, 1989, p.257
- ALFRED Sauvy, « *Théorie générale de la population : économie et population* », PUF, 1952
- BECKER, “ *la théorie du capitale humain*”, in Montoussé M. (lsd.), *théorie économique*, Rosny, Bréal, 1964, p60-65.
- COUTROT Thomas, HUSSON Michel, *Les destins du Tiers Monde*, Ed. Nathan, 205 pages
- DENNIS Meadows, *The limits to growth*, 1972
- GUILLAUMONT P., *Economie du développement*, éd Cujas, Paris, 1985, chapitre 1, TOME I.
- JEANMARC Siroën, « *L'économie mondiale* », Armand Colin, 1988
- LEIBEINSTEIN « *Theory of Economic-Demographic Development* ». in Montoussé M. (lsd.), *théorie économique*, Rosny, Bréal, 1964.
- MALTHUS T.R., *Essai sur le principe de population* »Trad. de Trembley, Paris Gonthier, 1963, 153 pages.
- MAURICE Baslé et SIREY, *Human Capital, Op. City, in - « Histoire des pensées économiques – les contemporains »*, 1988
- MONTOUSSE, *Théories économiques*, Rosny, Bréal, 1988, p. 67

ARTICLES

- MINTEN Bart, Evolution et Facteurs Déterminants des Rendements Rizicoles à Madagascar, page 1.
- PADR, l'opération petite matérielle agricole, l'opération d'engrais, le développement de la recherche l'*agriculture, juillet 2009, visité le 21 janvier 2015, page 2*.
- PROJET MADIO, *La question rizicole à Madagascar,n°9653E*, pg5.
- TESTENOIRE Jean-Pierre « *ECONOMIE : Croissance et développement économique* » ; Fiche notionnelle sur la croissance et le développement économique et leurs indicateurs ; mardi 5 février 2013, mise à jour janvier 2013 par Marie BERRAH
- RONALD D.lee, « *Croissance démographique, progrès et pauvreté* ». In: Population, 47e année, n°6, 1992 pp. 1533-1554.
- VPEI, *Situation Socio-Economique à Madagascar, Aout 2013, page 15*.

- VERON Jacques, *Croissance démographique et niveau de vie, Problèmes économiques*, n°2177

RAPPORTS ET ENQUESTES

- INSTAT, *Recensement général de la population, Rapport d'analyse-volume 2, Tome VIII*
- INSTAT, ENSOMD 2012-2013, Résumé, page 15
- INSTAT, ENSOMD 2012-2013, Objectif 1, page 26
- MINISTÈRE DE L'ECONOMIE, Rapport des mises en œuvre du programme annuel, 2013, page 2
- INSTAT, ENSOMD 2012-2013, Objectif 2, page 30
- MAEP, *Deuxième rapport national sur l'état des ressources phylogénétiques de l'alimentation et de L'agriculture.*
- MINISTÈRE DE L'ECONOMIE, Rapport des mises en œuvre des programmes, page 96
- FAO, *Rapport Spécial, 09 Octobre 2013, visité le 22 Janvier 2015, page 40.*

WEBOGRAPHIES

- www.agriculture.gov.mg
- www.fao.org
- www.persee.fr
- www.riceforafrica.org

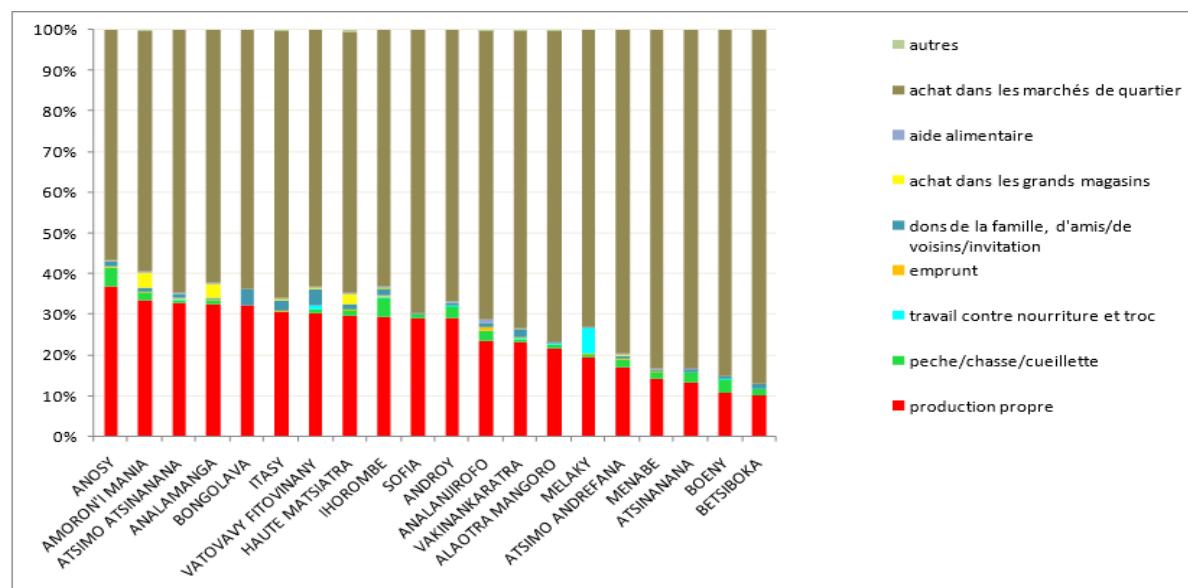
ANNEXES

Annexe 1 : les variétés de riz suivant les zones à Madagascar

REGIONS	PRINCIPALES VARIETES
DIANA –SAVA	Bengaly , fotsiavana, Kiriminy, Komoja, Mamoriaka, Mongana, Soametso , Vary vato
SOFIA—BOENY—BETSIBOKA	Ali-combo, Bengaly, Kalila, Komoja, Kiriminy, Lavakorana, Malady, Menahenjana, Menamahazo, Tsipala, Vary lava, Vary vato
IHOROMBE-ANOSY- ANDROY	Tsipala, Herika, Makalioka, Kenga, Vily
ATSIMO ANTSINANANA—VATOVAVY FITOVINANY	Borizina, Lohambiry, Mazankatoka, Ramilona, Tsimahory, Vary 5000, Antsoromana, Ramaditra, Vatomandry, Mandravina, ViavyRatsy.
ANALANJIROFO-ANTSINANANA	Bemahasoa, Bodoravina, Borizina, Botra, Fotsiaravina, Java, Kitran, Kimoja, Tsokaomby, Lohambitry, Tsimirekireky, Varibe, Vary lava, Vary vato, Boto Jingo
AMORON'IMANIA- MATSIATRA	Angika, lahy, Lava, Manga, Pintika, Soavina, Tsipala
ALAOTRA MANGORO	Arongana, Bodo, Botra, Langaka, Makalioka, Mamoriaka, Rojo, Somizy, Lava
ANALAMANGA-VAKINAKARATRA- ITASY-BONGOLAVA	Tokambano, Ambalalava, Botra, Manga, Madinika, MitsanganaRahaHijery, Ovybe, Rabodo, Rojo, Tsipala, Lava ,Kiviravina

Source/ : FAO

Annexe 2 : Principales sources des nourritures à Madagascar



Source : FAO



Annexe 3 : Production de riz (paddy) entre 2012-2013

Région	Moyenne 5 ans (2007/08-2011/12)	Production 2012	Production 2013	Variation 2013/2012 (%)	Variation 2013/moyenne 5 ans (%)
Alaotra Mangoro	485 740	506 810	342 888	-32	-29
Amoron' I Mania	152 563	162 462	135 534	-17	-11
Analamanga	270 097	281 178	301 118	7	12
Analanjirofo	117 118	119 018	128 861	8	10
Androy	34 582	40 122	29 198	-27	-16
Anosy	96 522	94 063	74 100	-21	-23
Atsimo Andrefana	193 685	158 947	139 370	-12	-28
Atsimo Atsinanana	111 486	86 264	47 935	-44	-57
Atsinanana	136 841	99 396	96 385	-3	-30
Betsiboka	132 227	141 200	72 752	-49	-45
Boeny	266 706	247 689	129 782	-48	-51
Bongolava	180 402	238 908	200 645	-16	11
Diana	105 986	105 792	78 104	-26	-26
Haute Matsiatra	351 003	366 517	222 726	-39	-37
Ihorombe	44 363	41 125	21 072	-49	-53
Itasy	281 838	346 081	377 243	9	34
Melaky	71 767	75 474	55 053	-27	-23
Menabe	128 725	149 736	108 211	-28	-16
Sava	167 088	177 387	130 035	-27	-22
Sofia	392 598	383 522	143 274	-63	-64
Vakinankaratra	505 511	585 306	661 255	13	31
Vatovavy Fitovinany	181 833	143 653	115 085	-20	-37
MADAGASCAR	4 408 682	4 550 649	3 610 626	-21	-18

Source : FAO

Titre : CROISSANCE ECONOMIQUE, CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE ET PAUVRETE.

Liens théoriques et état de la situation à Madagascar

Auteur : Monsieur ANDRIAMPARANY Jean François Armand

Nombre de pages : 84

Nombre de tableaux : 08

Nombre de graphiques : 13

Nombre des annexes : 03

RESUME :

Depuis plusieurs siècles, des analystes comme T.R. MALTHUS, A. SAUVY et ses disciples ont mis l'accent sur les liens entre la croissance économique et la croissance démographique. Deux thèse sont donc apparues : il y a ceux qui avancent que la croissance démographique constitue un blocage à la croissance et d'autres postulent l'existence du lien positif entre ces deux phénomènes. En outre, certains auteurs ont avancé le rôle du capital humain dans la croissance économique au début des années 80. En effet le débat concernant le lien de ces deux phénomènes est loin d'être clôturé. Pour Madagascar, la population malgache croit avec un taux de 2,8% annuellement alors que la production rizicole croisse avec un taux assez bas. Ce qui met la majeure partie de la population en situation de pauvreté alimentaire.

Mots clés : croissance démographique, transition démographique, croissance économique, pauvreté alimentaire, riziculture, autoconsommation, etc.

Adresse de l'auteur : FokontanyAmbohidrakitra, Commune Rurale ISANDRANDAHY AMBONY, District deFandriana, Région Amoron'Imania

Contact :+2610 33 32 506 52 / +261 34 99 607 87

andriamparany_p@yahoo.com